

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE
MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

RAPPORT DE PRÉSENTATION

PERSONNE PUBLIQUE

ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest
Quartier Margueritte – BP 14 – 35998 RENNES cedex 9

CHARGE DU SUIVI

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest
Division Gestion du Patrimoine
Quartier Margueritte –BP14
35998 RENNES CEDEX 9

OBJET DU MARCHE

Accord cadre pour des missions de diagnostics avant travaux, démolitions et cessions (diagnostics HAP, diagnostic amiante & plomb et constat état parasitaire) pour les sites soutenus par le SID Nord-Ouest

- Lot n°1 – Base de Défense d'Angers-Le Mans-Saumur (BdD AMS - départements 37, 44, 49, 61, 72 et 85) ;
- Lot n°2 – Base de Défense de Bourges-Avord (BdD BGA - départements 18, 36, 41 et 58) ;
- Lot n°3 – Base de Défense de Cherbourg (BdD CBG - départements 14, 50) ;
- Lot n°4 – Base de Défense d'Evreux (BdD EVX - départements 27, 28, 76 et 80) ;
- Lot n°5 – Base de Défense d'Orléans-Bricy (BdD OAN - départements 28, 45, 89 et 91) ;
- Lot n°6 – Base de Défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan (BdD RVC - départements 22, 35, 53 et 56) ;
- Lot n°7 – Base de Défense Tours (BdD TRS - départements 37 et 41).

SOMMAIRE

DÉFINITIONS – GLOSSAIRE	4
1 OBJET DU MARCHÉ	5
1.1 OBJET DE L'ACCORD CADRE.....	5
1.2 LIEU D'EXÉCUTION	7
1.3 CARACTÉRISTIQUE DE L'ACCORD CADRE.....	7
1.4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
1.4.1 Généralités	7
1.4.2 Agréments, assurances et habilitations.....	8
1.5 OBLIGATIONS DU REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE	8
2 DOSSIERS TECHNIQUES AMIANTES	9
2.1 PERIMETRE DES MISSIONS A REALISER.....	9
2.2 DISPOSITION REGLEMENTAIRE	10
2.3 ORGANISATION GENERALE	11
2.3.1 RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE.....	11
2.3.2 RÉUNIONS CONTRACTUELLES.....	12
2.3.2.1 Réunion préparatoire au démarrage du marché	12
2.3.2.2 Réunions annuelles de suivi du marché	12
2.3.3 MOYENS À METTRE EN ŒUVRE.....	13
2.3.4 PLANIFICATION DES MISSIONS	14
2.3.4.1 Calendrier prévisionnel.....	14
2.3.4.2 Planning d'intervention	14
2.3.5 ORGANISATION DES VISITES IN SITU	15
2.3.5.1 Généralités.....	15
2.3.5.2 Déroulement des visites	15
2.3.5.3 Impossibilité de visite	16
2.4 LIVRABLES	17
2.4.1 SYNTHÈSE DES LIVRABLES.....	17
2.4.2 CONTENU DES RAPPORTS.....	19
2.4.3 CHARTE DE NOMMAGE	20
2.4.4 CONTRÔLE DES DOCUMENTS	21
2.4.5 MISE A JOUR DU REPERTOIRE de dossiers techniques amiante (DTA)	21
2.4.6 RENSEIGNEMENT DE LA BASE GTP – Onglet DTA.....	21
2.4.7 BASE DE DONNÉES DU TITULAIRE	22
2.5 MISSION 1 – CREATION DU REPERTOIRE DE DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)	23
2.5.1 CONTENU DE LA MISSION	23
2.5.2 DÉROULEMENT DE LA MISSION.....	23
2.6 MISSION 2 – REPERAGE LISTE A ET B	24
2.6.1 CONTENU DE LA MISSION 2.....	24
2.6.2 DÉROULEMENT DE LA MISSION 2.....	26
2.6.2.1 Schéma général.....	26
2.6.2.2 Phase 1 : Etablissement du programme de repérage	27
2.6.2.3 Phase 2 : Inspection visuelle	27
2.6.2.4 Phase 3 : Prélèvements d'échantillons de matériaux	28
2.6.2.5 Phase 4 : Evaluation de l'état de conservation	28
2.6.2.6 Phase 5 : Rapport de mission de repérage	29
2.7 MISSION 3 – EVALUATION PERIODIQUE	29
2.7.1 CONTENU DE LA MISSION 3.....	29
2.7.2 DÉROULEMENT DE LA MISSION 3.....	30
2.7.2.1 Phase 1 : Évaluation de l'état de conservation	30
2.7.2.2 Phase 2 : Établissement du rapport d'évaluation périodique.....	30
2.8 MISSION 4 – MESURE D'EMPOUSSIEREMENT	31
2.8.1 CONTENU DE LA MISSION 4.....	31
2.8.2 DÉROULEMENT DE LA MISSION 4.....	31
2.8.2.1 Phase 1 : Mesures d'empoussièrement.....	31
2.8.2.2 Phase 2 : Établissement du rapport d'analyse	32

3	MESURAGE RADON	32
3.1	REGLEMENTATION APPLICABLE	32
3.2	CRITERES D'AGREMENTS DES ORGANISMES.....	32
3.3	MESURAGES DE LA CONCENTRATION VOLUMIQUE DU RADON DANS LE CADRE D'UN DEPISTAGE.....	32
3.4	DEPISTAGE DANS LES BATIMENTS, Y COMPRIS LES BATIMENTS SOUTERRAINS	33
3.5	DEPISTAGE DANS LES CAVITES ET OUVRAGES SOUTERRAINS	33
3.6	FORMATIONS	34
4	DIAGNOSTICS AVANT TRAVAUX	34
4.1	REFERENCES.....	34
4.1.1	DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE	34
4.1.2	DOCUMENT FOURNIS PAR L'ADMINISTRATION	37
4.1.3	QUALIFICATION DE L'INTERVENANT	37
4.2	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	37
4.2.1	GÉNÉRALITÉS.....	37
4.2.2	MÉTHODOLOGIE DE PRÉLÈVEMENTS	39
4.2.3	REPÉRAGE DES PRODUITS AMIANTÉS AVANT-VENTE.	39
4.2.4	REPÉRAGE DES PRODUITS AMIANTÉS AVANT TRAVAUX.....	39
4.2.5	REPÉRAGE DES PRODUITS AMIANTÉS AVANT DÉMOLITION	39
4.2.6	MESURES DE REPÉRAGE SUR DES BITUMES.....	39
4.2.7	CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB AVANT-CESSION, TRAVAUX OU DÉMOLITION	39
4.2.8	MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT.....	40
4.2.9	DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE (DPE).....	40
4.2.10	ÉTAT DE L'INSTALLATION INTÉRIEURE DE GAZ	40
4.2.11	ETAT DE L'INSTALLATION INTÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ.....	40
4.2.12	ETUDE THERMIQUE AVEC ATTESTATION PERMIS RE2020 ET TEST D'INFILTROMÉTRIE.....	40
4.2.13	DIAGNOSTIC IMMOBILIER DANS LE CADRE D'UNE CESSION	41
4.2.14	CONSTAT DE L'ÉTAT PARASITAIRE	41
4.3	DÉLAIS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS	41
4.4	RAPPORTS ET CONSTATS.....	41
4.5	MODE DE MONTAGE DES PRIX	42
ANNEXE 1 :	REPARTITION DU PERIMETRE SOUTENU PAR LE SID NORD-OUEST.....	44
ANNEXE 2 :	DTA - PLANIFICATION DES MISSIONS	45
ANNEXE 3 :	DTA - DEROULEMENT DE LA VISITE IN SITU	46
ANNEXE 4 :	DTA - ATTESTATION D'IMPOSSIBILITE DE VISITE.....	47
ANNEXE 5 :	DTA - REMISE DES RAPPORTS DEFINITIFS DE MISSION	48
ANNEXE 6 :	DTA - FICHE D'ACCOMPAGNEMENT DES PRELEVEMENTS D'ECHANTILLONS DE MATERIAUX	49
ANNEXE 7 :	DTA - FICHE DE PRELEVEMENT D'AIR POUR LA MESURE DU NIVEAU D'EMPOUSSIEREMENT DE L'ATMOSPHERE.....	50

DÉFINITIONS – GLOSSAIRE

BdD : Base de Défense : Aire géographique regroupant des formations du ministère des Armées.

Correspondant Infrastructure d'organisme ou d'unité : Il s'agit de la personne référente dans le domaine Infrastructure, d'un organisme ou d'une unité occupant les composants. Plusieurs composants peuvent avoir le même correspondant Infrastructure.

Composant, bâtiment, ouvrage : un composant est une partie du patrimoine immobilier du ministère des Armées implanté sur un immeuble. Un composant correspond souvent à un bâtiment mais peut aussi correspondre à un ouvrage de génie civil.

BSDA : Bordereaux de Suivi de Déchets Amiantés

DTA : Dossier Technique Amiante contenant l'ensemble des éléments et des rapports relatifs à l'amiante pour un bâtiment. Ce dossier a vocation à évoluer en fonction des MPCA repérés et des travaux réalisés.

- **Création** : Cas où le bâtiment n'a jamais fait l'objet d'un DTA.
- **Mise en conformité réglementaire** : Cas où le bâtiment a déjà fait l'objet d'un DTA mais sous l'ancienne réglementation. La mise en conformité réglementaire correspond à l'adaptation du DTA existant à la réglementation en cours.
- **Mise à jour** : Cas où le DTA est existant et conforme à la réglementation en cours, et où il est mis à jour des derniers éléments reçus (évaluations périodiques, travaux...).

Échantillon : la partie représentative d'un (ou plusieurs) produit(s) ou d'un (ou plusieurs) matériau(x) résultant d'un prélèvement et ayant vocation à être analysée en laboratoire.

EPC : Équipement de Protection Collectif

EPI : Équipement de Protection Individuel

SID « région » : Le Service d'Infrastructure de la Défense « région » est l'échelon régional du SID (7 SID « région » au plan national, dont le SID NO à Rennes).

G2D : Outil informatique intégrant la base de données actualisée dans laquelle est référencé le patrimoine immobilier du ministère des Armées.

GTP : outil informatique national permettant au Service d'Infrastructure de la Défense, la Gestion Technique du Patrimoine.

Immeuble : désigne tout ou partie d'une unité immobilière dotée d'une individualité propre pour des raisons diverses : historiques, utilisation, etc. Un immeuble peut correspondre à une enceinte militaire mais aussi dépasser les limites physiques de cette enceinte. Un immeuble est assimilable à un site.

Immeuble G2D et composant G2D : repères d'une emprise ou d'une partie de patrimoine immobilier dans la base G2D. Un immeuble (site) est identifié par un numéro à neuf chiffres suivis d'une lettre. Un composant (bâtiment) est identifié par le numéro d'immeuble où il se situe suivi de 4 chiffres propres au composant. À noter : quelques bâtiments n'ont pas de n° G2D (bâtiments provisoires ou récemment construits ou autres).

Immeuble = Zone géographique délimitée correspondant à l'emprise militaire (base, quartier).
Composant = Immeuble + numéro de bâtiment.

Investigation approfondie : action nécessaire à l'inspection visuelle de la composition externe ou interne d'un composant de construction ou d'un volume. Elle peut être destructive (lorsqu'elle nécessite une réparation, une remise en état ou un ajout de matériau) ou non-destructive.

MPCA : matériaux ou produits contenant de l'amiante : les matériaux ou produits relevant du programme de repérage susceptibles de contenir de l'amiante et pour lequel l'opérateur de repérage a conclu à la présence d'amiante, le cas échéant sur le fondement d'une ou plusieurs analyses du matériau ou du produit considéré par un laboratoire accrédité

MPSCA : matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante : les matériaux ou produits manufacturés relevant du programme de repérage et dont la composition a intégré de l'amiante pendant certaines périodes de leur fabrication ou de leur mise en œuvre.

Opérateur : la personne physique qui réalise l'une des missions décrites au présent CCTP dans le cadre d'une commande du représentant de la personne publique.

Opérateur de repérage : la personne physique qui réalise une mission de repérage de l'amiante dans un immeuble bâti dans le cadre d'une commande du représentant de la personne publique.

Organisme / unité soutenue : Sous la responsabilité d'un chef d'organisme ou chef de site il s'agit de l'entité pour laquelle les missions vont être réalisées, et occupant les composants.

Prélèvement : l'acte de prélever une partie représentative d'un (ou plusieurs) produit(s) ou d'un (ou plusieurs) matériau(x)

Sondage : l'action qui permet de s'assurer que des composants de construction sont semblables dans le but, notamment, de déterminer des zones présentant des similitudes d'ouvrage (ZPSO).

USID : L'Unité du Service d'Infrastructure de la Défense (USID) est l'échelon de proximité déployé au plus près des Bases de Défense (le SID NO compte 7 USID).

Visite : une (1) visite correspond à un déplacement sur site pour la réalisation de l'une des missions décrites au CCTP sur un (1) composant ou bâtiment.

ZPSO, zone présentant des similitudes d'ouvrage : la partie d'un immeuble bâti dont les ouvrages ou parties d'ouvrage sont semblables.

1 OBJET DU MARCHE

1.1 OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre concerne les prestations suivantes :

- Pour la partie dossiers technique amiante (§2)
 - Création d'un répertoire de DTA par site, et mise à jour annuelle des DTA (voir 2.4.5 Livrable),

- Repérage de matériaux et produits contenant de l'amiante des listes A et B,
- Évaluation périodique de l'état de conservation des Matériaux Contenant de l'Amiante (MCA),
- Mesures d'empoussièrement ;
- Pour la partie mesurage du radon (§3)
 - Mesurages de la concentration volumique du radon dans le cadre d'un dépistage,
 - Dépistage dans les bâtiments, y compris les bâtiments souterrains,
 - Dépistage dans les cavités et ouvrages souterrains ;
- Pour la partie diagnostic avant travaux, démolitions ou cession (§4)
 - Repérage des produits amiantés avant-cession, travaux ou démolition,
 - Constat de risque d'exposition au plomb avant-cession, travaux ou démolition,
 - Constat état parasite,
 - Diagnostic de performance énergétique (DPE),
 - Etat de l'installation intérieure gaz,
 - Etat de l'installation intérieure d'électricité,
 - Mesures d'empoussièrement particules d'amiante et stratégie d'échantillonnage,
 - Mesures de repérage sur des HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycyclique),
 - Diagnostic immobilier dans le cadre d'une cession,
 - Etude thermique avec attestation permis RE2020 et test d'infiltrométrie.

Ces prestations sont la plupart du temps normalisées et doivent être effectuées conformément aux normes dont elles dépendent.

Ces prestations feront l'objet de rédaction de bons de commandes s'appuyant sur les prix indiqués au bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre.

Afin de permettre la réalisation de la mission de repérage et d'analyse dans de bonnes conditions :

- En amont de chaque intervention, le titulaire et le représentant de l'administration se rencontreront afin de déterminer le périmètre de l'intervention et d'échanger les informations nécessaires au bon déroulement ;
- La maîtrise d'ouvrage interviendra auprès des exploitants du site pour que le périmètre soit libéré des personnels ;
- Un plan de prévention sera établi avec le chargé de prévention du site concerné par l'intervention, et ce avant démarrage de l'exécution de la mission.

Le titulaire aura à sa charge l'intégralité des moyens nécessaires au bon déroulement des prestations, notamment :

- La fourniture, s'ils sont nécessaires, des matériels et engins de manutention (nacelle pour les DTA, etc.) ;
- La fourniture de tous les équipements de protection individuelle nécessaires (gants, casques, harnais de sécurité, etc.) ;
- La fourniture de tous les outillages nécessaires aux prestations, carotteuse, groupe électrogène, etc.

1.2 LIEU D'EXÉCUTION

Les missions se dérouleront sur les sites qui apparaissent sur la carte des sites soutenus en annexe 1 au présent CCTP déclinée selon les lots définis ci-après.

1.3 CARACTÉRISTIQUE DE L'ACCORD CADRE

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, divisé en 7 lots géographiques correspondants aux bases de défense (BdD) :

- Lot n°1 – Base de Défense d'Angers-Le Mans-Saumur (BdD AMS - départements 37, 44, 49, 61, 72 et 85 – USID AGS) ;
- Lot n°2 – Base de Défense de Bourges-Avord (BdD BGA - départements 18, 36, 41 et 58 – USID BGA) ;
- Lot n°3 – Base de Défense de Cherbourg (BdD CBG - départements 14, 50 – USID CBG) ;
- Lot n°4 – Base de Défense d'Evreux (BdD EVX - départements 27, 28, 76 et 80 – USID EVX) ;
- Lot n°5 – Base de Défense d'Orléans-Bricy (BdD OAN - départements 28, 45, 89 et 91 – USID OAN) ;
- Lot n°6 – Base de Défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan (BdD RVC - départements 22, 35, 53 et 56 – USID RVC) ;
- Lot n°7 – Base de Défense Tours (BdD TRS - départements 37 et 41 – USID TRS).

Les lots ci-dessus couvrent l'ensemble des sites soutenus par les USID ainsi que par les PCO d'Angers, Avord, Cherbourg, Rennes 1 et 2 et Tours. Les PCO feront appel au titulaire du lot concerné par le lieu de réalisation de l'opération.

- USID ANGERS (USID AGS – BdD AMS),
- USID AVORD-BOURGES (USID ADB– BdD BGA),
- USID CHERBOURG (USID CBG – BdD CBG),
- USID EVREUX (USID EVX – BdD EVX),
- USID ORLEANS-BRICY (USID BCY – BdD OAN),
- USID RENNES-VANNES-COETQUIDAN (USID RVC – BdD RVC),
- USID TOURS (USID TRS – BdD TRS).

1.4 Obligations du titulaire

1.4.1 Généralités

Le titulaire s'engage à conduire les missions sur la base des textes en vigueur au jour de l'intervention.

Le titulaire a l'obligation de conseil auprès du SID. Il lui appartient d'avertir le représentant de la personne publique sur les éventuelles missions non prévues dans ce marché et devant faire l'objet de missions supplémentaires, ainsi que sur l'évolution de la réglementation.

A l'issue de ses missions, le titulaire doit restituer les locaux concernés dans l'état de propreté et de fonctionnement initial. Le titulaire s'engage à prendre financièrement en charge tous les dommages causés dans le cadre de la réalisation de ses missions.

Le titulaire ne pourra pas invoquer, après notification du marché, la méconnaissance d'informations ou de caractéristiques des lieux inscrites au présent marché et/ou fournies par l'administration en amont des missions.

1.4.2 Agréments, assurances et habilitations

Le titulaire ainsi que ses sous-traitants doivent prouver qu'il possède, dès le moment de la remise des offres, l'ensemble des agréments et accréditations nécessaires à la réalisation des missions décrites dans le présent CCTP.

Également, tous les ans, à chaque reconduction du marché, dans un délai d'un (1) mois après la date d'anniversaire du marché, le titulaire et ses sous-traitants produisent la preuve des agréments et accréditations nécessaires à la réalisation des missions décrites dans le présent CCTP.

Dans le cas d'un renouvellement en cours de marché, la preuve de ce renouvellement est expédiée au représentant de la personne publique dans les 30 (trente) jours suivants la publication au journal officiel.

Les personnes et organismes effectuant ces repérages doivent répondre aux critères d'indépendance, d'assurance, d'impartialité et de certification des compétences fixées par la réglementation (notamment article L271-6 du code de la construction et de l'habitation).

À cet égard, la société de repérage atteste n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance avec une entreprise susceptible d'organiser des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Le titulaire doit fournir au représentant de la personne publique, avant toute intervention, toutes les habilitations de ses intervenants nécessaires à la réalisation des missions dont notamment : attestation de compétence avec mention pour le repérage et formés en sous-section 4 pour effectuer les prélèvements, assurance « Responsabilité Civile Professionnelle » valide, habilitation électrique lors d'accès dans les locaux électriques, habilitation de travail en hauteur (escabeau, échelle, nacelle), certificat d'aptitude à la conduite d'engins en sécurité (PEMP, nacelle) et agrément de Personne Compétente en Radioprotection (PCR) si nécessaire.

1.5 Obligations du représentant de la personne publique

Pour permettre au titulaire de mener à bien sa mission, le représentant de la personne publique :

- Met à la disposition du titulaire pour consultation dans les locaux de l'USID, et pour les composants concernés, tous les documents en sa possession concernant l'historique des composants bâtis et les éventuels travaux passés ;
- Fournit, dans la mesure où ils existent, les plans permettant d'établir une cartographie du bâtiment ;
- Informe la société de la présence des matériaux ou produits contenant de l'amiante dont il a connaissance (fourniture pour consultation et prise en compte, des DTA et rapports de repérage existants) ;
- Met la société en contact avec toutes les personnes concernées par le repérage in situ et les informe de leurs obligations :
 - Intervenants internes et externes (gardiens, exploitants...),
 - Occupants ;
- Informe sur les modalités d'accès, de circulation et règles de sécurité liées à la nature des locaux visités et aux activités exercées ;
- Désigne un représentant s'il ne peut être présent lui-même lors du repérage, ayant une bonne connaissance du site, de manière à accompagner chaque opérateur, et faciliter le déroulement de la mission ;
- Fait établir des plans de prévention conformément au CCAP.

2 DOSSIERS TECHNIQUES AMIANTES

Les dossiers techniques amiante (DTA) visent à la prévention des risques liés à l'amiante, à prévenir et à maintenir la protection des personnes qui se trouvent en présence de matériaux contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante dans les immeubles bâtis.

2.1 Périmètre des missions à réaliser

Les missions confiées au titulaire dans le cadre du présent marché sont les suivantes :

- MISSION 1 - La création d'un répertoire de DTA par site/ Mise à jour annuelle des DTA ;
- MISSION 2 - Le repérage de matériaux et produits contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante de la liste A et/ou de la liste B en vue de la création ou de la mise en conformité réglementaire de DTA ;
- MISSION 3 - L'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante de la liste A et/ou de la liste B ;
- MISSION 4 - Les mesures d'empoussièrement.

Les missions à réaliser sont définies par les textes réglementaires et normatifs en vigueur au moment du marché et cités pour partie, ci-après. Seule la mission de création d'un répertoire de DTA par site est définie par le représentant de la personne publique.

Sont inclus dans ces missions :

- L'étude des dossiers techniques amiante existants ;
- La réalisation des plannings de réalisation des visites ;
- La préparation des visites ;
- Les visites nécessaires pour aboutir à l'examen complet de tous les locaux, objets des missions ;
- Le déplacement des intervenants du titulaire ou des sous-traitants pour réaliser tout ou partie des missions ;
- Les livrables décrits à l'article 4 ;
- La fourniture de l'ensemble des éléments nécessaires au renseignement de la base de données de l'outil Gestion Technique du Patrimoine (GTP) en ce qui concerne les DTA ;
- La totalité des frais induits relatifs à la réalisation de la totalité des missions objets du marché (repas, logistique, matériels nécessaires aux diagnostics, dossiers type DTA, supports informatiques, présence aux réunions nécessaires au suivi du marché et programmées par le représentant de la personne publique).

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées, le titulaire assure également des moyens de coordination, de soutien et de conseil au représentant de la personne publique (veille réglementaire).

2.2 Disposition réglementaire

Le titulaire est responsable de l'exécution du contrat et du mode opératoire qu'il met en œuvre. Il procède à l'exécution de sa mission en respectant l'ensemble des dispositions fixées par la réglementation en vigueur et notamment les documents suivants :

- Code de la Santé Publique (CSP) notamment les articles R.1334-19 à 1834-22 ;
- Code du travail ;
- Code de la Construction et de l'Habitation
- Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ;
- Décret n°2011-629 du 03 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Arrêté du 19 août 2011 : conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Arrêté du 19 août 2011 : modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis ;
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages, et ses modificatifs ultérieurs ;
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, et ses modificatifs ultérieurs ;
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage, et ses modificatifs ultérieurs ;
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante » ;
- Norme AFNOR NFX 46-020 + guide d'application GA X 46-033 ;
- Norme NF EN ISO 16000-7 de septembre 2007 et son guide d'application GA X 46-033 : stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air ;
- Norme AFNOR XP X 43-269 d'avril 2012 : air des lieux de travail ;
- Norme NF X 43-050 de janvier 1996 : détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission.

La présente liste n'est pas exhaustive. Les réglementations applicables seront celles en vigueur au moment des missions.

2.3 Organisation générale

2.3.1 RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE

Le titulaire doit désigner un interlocuteur unique par lot responsable de l'exécution de l'ensemble des missions dues au titre du présent marché. A ce titre, cette personne traite de l'ensemble des questions techniques et administratives liées à l'exécution du marché.

Son nom et sa qualification exacte sont communiqués au représentant de la personne publique dès la signature du marché.

Cet interlocuteur unique doit être une personne expérimentée dont la formation et la compétence doivent être en parfaite adéquation avec les responsabilités confiées. Il doit obligatoirement faire partie du personnel du titulaire. Il doit être joignable à tout moment de manière aisée durant les jours et heures ouvrables. Il est remplacé par une autre personne disposant des mêmes compétences durant ses périodes d'absences (congrés, arrêts maladie, formation, etc.). De la même façon, le titulaire assure une présence permanente des personnels d'exécution avec les compétences requises pour chaque mission à effectuer durant les périodes d'absence ou empêchement (congrés, arrêts maladie, formation, refus d'accès, etc.).

La zone de responsabilité de ce responsable unique doit englober :

- Le pilotage de l'ensemble des missions dues au titre du présent marché ;
- La coordination des différentes étapes menant à la réalisation des missions :
 - Le repérage des différents sites et composants,
 - La réalisation et le suivi des plannings des différents intervenants,
 - Le passage de l'opérateur de repérage,
 - Les interventions avec les laboratoires d'analyses,
 - Les échanges de documents pour validation du représentant de la personne publique,
 - Les réunions de concertation et de mises au point,
 - La réalisation du document final pour acceptation du représentant de la personne publique,
 - Et toutes autres prestations rendues nécessaires pour l'exécution de la totalité de ce marché ;
- Le respect scrupuleux des dates et horaires d'interventions ;
- La tenue à jour, de manière permanente de l'évolution de la mission par des comptes rendus réguliers au représentant de la personne publique ;
- L'état d'avancement des interventions par rapport au planning ;
- La réalisation d'une « fiche d'impossibilité de visite » que l'opérateur de repérage fera remplir au besoin à chaque représentant de l'unité concernée, après son intervention ;
- La remontée lors des réunions annuelles de suivi des éventuels problèmes rencontrés dans la réalisation des missions ;
- La remise de tous les livrables comme présenté à l'article 4 du présent CCTP.

Sa présence est obligatoire à toutes les réunions programmées par le représentant de la personne publique.

L'opérateur qui intervient sur les différents sites doit être compétent, formé et habilité pour les missions décrites dans le présent CCTP dont il a la charge. Il porte les équipements de protections individuels adaptés à la mission à réaliser et détient sur lui tous les documents concernant les habilitations requises ainsi qu'un exemplaire papier du plan de prévention correspondant au lieu du repérage, et/ou prélèvements, et/ou mesures.

De plus, il doit être vêtu de manière facilement identifiable et détenir en permanence le badge d'accès au site.

2.3.2 RÉUNIONS CONTRACTUELLES

Le représentant de la personne publique attire l'attention du titulaire sur l'importance majeure que revêt la période de préparation au démarrage du marché, et notamment la première réunion contractuelle.

2.3.2.1 Réunion préparatoire au démarrage du marché

Dans les 15 (quinze) jours suivant la notification du marché, le titulaire doit prendre contact avec le représentant de la personne publique pour initier une réunion préalable préparatoire au démarrage du marché. Elle se déroulera dans les locaux de l'USID.

Les objectifs de cette réunion sont les suivants :

- Présentation du représentant de la personne publique et de l'équipe en charge du suivi du présent marché au titulaire ;
- Rappels des objectifs et attendus du marché
- Rappels des phases et des délais impartis pour chacune d'elle ;
- Mise au point du mode de fonctionnement sur le terrain ;
- Présentation et transmission des documents amiante détenus par l'USID ;
- Contenu et qualité des documents à remettre
- Examen des listes et sites concernés par le marché, priorisation ;
- Présentation du découpage zonal et fonctionnel par années calendaires ;
- Présentation par le titulaire des moyens d'exécution du marché (humains et matériels) ;
- Définition du planning des réunions périodiques de suivi de marché.

L'interlocuteur unique, responsable de l'exécution de l'ensemble des missions et désigné par le titulaire, doit impérativement participer à cette réunion. Il assurera la rédaction du compte-rendu de réunion qu'il transmettra dans un délai de 7 (sept) jours au représentant de la personne publique pour validation. Le compte-rendu sera accompagné de la mise à jour de l'ébauche de calendrier prévisionnel pour l'année à venir, transmis initialement dans l'offre du titulaire (Missions 1, 2 et 3).

2.3.2.2 Réunions annuelles de suivi du marché

En fin de chaque période calendaire du présent marché, aura lieu une réunion de suivi annuel dans les locaux de l'USID.

Les objectifs de cette réunion sont les suivants :

- Présentation par le titulaire du marché, de l'état d'avancement dans l'exécution des missions ;
- Définition ou ajustement, pour chaque site, des composants ou locaux non réalisés du fait de l'administration
- Faire le bilan financier de la période passée ;
- Définir la liste des sites de la phase suivante, l'organisation mise en place et les unités impliquées ;
- Présentation par le titulaire du marché, des difficultés rencontrées pour réaliser ses missions ;
- Présentation par le représentant de la personne publique des principales difficultés rencontrées à l'encontre du titulaire, de son organisation, des moyens mis en place ou autres ;
- Synthèse des adaptations à mettre en œuvre pour aborder la ou les phases suivantes de manière optimale.

L'interlocuteur unique responsable de l'exécution de l'ensemble des missions et désigné par le titulaire doit impérativement participer à cette réunion. Il assurera la rédaction du compte-rendu de réunion qu'il transmettra dans un délai de 7 (sept) jours au représentant de la personne publique pour validation.

2.3.3 MOYENS À METTRE EN ŒUVRE

La société titulaire du marché est soumise à une obligation de moyens. Elle met donc en œuvre l'intégralité des moyens humains, matériels, organisationnels et techniques, nécessaires à la bonne exécution de la mission qui lui est confiée.

Par dérogation au 4.3.2 de la norme NFX 46-020, le titulaire apportera ses propres matériels ou équipements permettant d'accéder dans des conditions normales de sécurité dans chaque zone objet du repérage. Les protections individuelles sont également à la charge du titulaire.

Tous les démontages (faux-plafonds, etc.) ou interventions éventuels nécessaires pour les vérifications ou les prises d'échantillons seront effectués par le titulaire dans le cadre du présent marché.

Le titulaire devra également prendre en compte la remise en état des lieux après intervention notamment la remise en état des matériaux objet de prélèvement de manière à ce que leur qualité et performance ne soit pas altérée.

Il aura à sa charge le nettoyage des salissures qu'il serait susceptible de créer.

Toute dégradation de sa responsabilité, dument transcrit sur un constat contradictoire de dégradation donnera lieu à une réparation à ses frais.

Cette procédure fera l'objet de réserves qui, une fois levées, donneront lieu au paiement de la mission.

L'opérateur de repérage doit, lors de la visite de reconnaissance, déterminer les démontages particuliers permettant d'accéder aux matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante à repérer.

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions réglementaires en vigueur.

Les opérateurs :

- Prennent en compte les éléments remis ou communiqués par le représentant de la personne publique ;

- Organisent un cheminement logique permettant la visite systématique de toutes les parties de chaque composant bâti faisant partie du périmètre de repérage.

L'USID et les unités sur site n'ont aucune prestation humaine et/ou matérielle à fournir, hormis pour :

- Les démarches concernant les accès dans les enceintes des sites concernés par les missions commandées ;
- La mise en relation du titulaire avec les personnes chargées d'établir le (ou les) plan(s) de prévention couvrant la mission à réaliser ;
- L'accompagnement de l'opérateur de repérage lors de la visite de reconnaissance ;
- Le repérage et la fourniture d'informations liées au composant (plan, DTA existant, etc....) ;
- L'utilisation d'échelles amovibles associées à la structure du bâtiment (accès toiture/toiture terrasse).

2.3.4 PLANIFICATION DES MISSIONS

2.3.4.1 Calendrier prévisionnel

Préalablement à la passation de chaque commande, et au regard de l'ébauche du calendrier prévisionnel, l'USID adresse au titulaire un projet de commande avec les composants concernés par les missions à réaliser.

Le titulaire fournit sous 15 (quinze) jours, au représentant de la personne publique pour approbation et information des unités concernées, un calendrier consolidé pour la réalisation des différentes phases des missions pour chaque composant concerné par la commande, et optimisé au regard des sites à traiter.

Ce planning prévisionnel doit au minimum indiquer le délai nécessaire pour la réalisation de l'ensemble des missions commandées, hors remise de tout document dû au titre du présent marché, et hors période de préparation nécessaire aux réunions évoquées à l'article 3.2 du présent CCTP.

En complément du calendrier, le titulaire indique également :

- les contraintes occasionnées par les opérations de repérage et en précise les durées et ses besoins spécifiques ;
- les noms, coordonnées et habilitations du ou des opérateurs en joignant les photocopies de carte d'identité, immatriculation du ou des véhicules nécessaires aux formalités d'accès au site et à l'établissement des plans de prévention.

Le calendrier validé par l'USID est annexé à la commande, il devient contractuellement le planning d'intervention.

2.3.4.2 Planning d'intervention

Le planning d'intervention annexé à la commande est considéré comme approuvé et engage les deux parties à remplir leurs obligations :

- le représentant de la personne publique garantit que les sites seront disponibles et accessibles aux conditions édictées dans le présent CCTP ;
- le titulaire du présent marché garantit que les missions et la transmission des documents finaux seront réalisées conformément au CCTP, aux réglementations en vigueur et dans les temps impartis.

Après validation du planning d'intervention par le titulaire et le représentant de la personne publique, une ou plusieurs réunions d'information des unités sont organisées par le représentant de la personne publique pour informer les unités du déroulement et des dates des visites, et pour leur présenter le(s) opérateur(s). L'interlocuteur unique responsable de l'exécution de l'ensemble des missions est tenu de participer à ces réunions. Le nom et les coordonnées du représentant des établissements à visiter sont communiqués lors de ces réunions, au titulaire.

Cette procédure est récapitulée en annexe 2.

2.3.5 ORGANISATION DES VISITES IN SITU

2.3.5.1 Généralités

Les visites relatives aux opérations de repérage, aux prélèvements, aux mesures d'empoussièrement de l'air, et aux évaluations de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante sont réalisées conformément aux plannings d'intervention définis à l'article 3.4.2. du présent CCTP et suivant le processus décrit ci-après dont la synthèse est présentée en annexe 3.

Elles sont réalisées pendant les heures d'occupation de l'établissement sauf accord contraire.

L'opérateur peut être accompagné par un représentant de la personne publique ou de l'unité concernée.

Avant d'effectuer toute visite sur site, le titulaire du marché prendra connaissance des informations techniques du patrimoine concerné et mis à disposition par l'USID. Pour chaque composant et par site concerné, l'opérateur de repérage prévoira d'examiner de façon exhaustive tous les locaux et les toitures (y compris les toitures terrasses).

2.3.5.2 Déroulement des visites

A la date arrêtée et inscrite au planning d'intervention, et conformément aux prises de contact antérieures, l'opérateur se rend sur le site pour exécuter les opérations nécessaires aux missions commandées.

Avant de débiter la visite, l'opérateur se présente au chef de l'établissement concerné par la visite (ou à la personne désignée). Ce dernier, dans sa mission de coordination générale en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, communique au titulaire les consignes de sécurité applicables à respecter.

L'opérateur effectue sa visite selon les conditions définies dans chaque mission et recueille notamment les éléments de réponses suivants, nécessaires à sa mission :

- la liste détaillée des locaux visités et non visité
- le croquis ou plan lisible de l'ensemble des locaux objets de sa mission et si ce n'est déjà fait reporte le nom et le n° de chaque local ;
- l'identification des zones ;
- l'identification des unités de diagnostic et de classement ;
- le choix des points de mesures relevés
- la description de l'état de conservation des matériaux et produits ;
- le type et le nombre de prélèvements (le cas échéant).

Le prestataire prend des photos chaque fois que nécessaire, notamment pour identifier les points singuliers repérés. Elles seront intégrées aux différents rapports produits et devront permettre au représentant de la personne publique :

- de localiser facilement les zones suspectes dans les locaux ou volumes contrôlés ;

- d'appréhender sans se déplacer l'évaluation des risques ainsi que les raisons et les motivations qui ont conduit l'opérateur de repérage à initier des prélèvements (le cas échéant).

Ces photographies seront obligatoirement insérées au rapport, dans les délais de fourniture inscrits à l'article 4.

Une autorisation de prise de vue sera obligatoire dans certaines zones sensibles. L'USID en informera le titulaire lors de la réunion préparatoire ou des réunions de suivi. En cas de doute, l'opérateur contactera le responsable de la personne publique lors de sa visite.

Dans le cas où l'évaluation de l'état de conservation de l'amiante conduit à attribuer un score de niveau 3 pour les MPCA de la liste A, ou une action corrective de niveau 2 (AC2) pour les MPCA de la liste B, l'opérateur en avise le représentant de la personne publique **par téléphone et par mail le jour même de la visite**, et alerte sur la nécessité ou non de mettre en œuvre des restrictions d'usage des locaux dans l'attente des travaux, pour la protection des travailleurs. Les restrictions d'usage devront être mentionnées dans le rapport définitif de la mission.

2.3.5.3 Impossibilité de visite

2.3.5.3.1 Attestation d'impossibilité de visite

Dans le cas où une visite in situ ne peut être réalisée dans son intégralité (ensemble des composants ou ensemble des locaux d'un composant) conformément au planning initial, l'opérateur doit renseigner, conjointement avec le correspondant Infrastructure de l'unité ou son représentant désigné occupant le composant, une « attestation d'impossibilité de visite », et en aviser, **le jour même, par téléphone**, le représentant de la personne publique.

Cette attestation a pour but d'informer le représentant de la personne publique des causes d'impossibilité de visite. Celle-ci dont un modèle est fourni en annexe 4, indiquera les informations suivantes :

- la date de la visite ;
- le nom de(des) l'opérateur(s) ;
- l'intitulé et le n°G2D du composant et de l'immeuble concernés ;
- le nom de l'unité occupant le composant et le correspondant Infrastructure de l'unité ou son représentant désigné ;
- cause de l'impossibilité de visite (locaux fermés, absence de moyens...) ;
- signalement d'incidents (explications succinctes) ;
- la signature du correspondant Infrastructure de l'unité ou son représentant désigné.

Une fois remplie et contresignée par le correspondant Infrastructure de l'unité ou son représentant désigné, cette attestation est envoyée par le titulaire au représentant de la personne publique dans la journée même (avant minuit), et sera annexée au rapport produit.

2.3.5.3.2 Cas de locaux ou volumes non accessibles par faute du MinArm

Dans le cas où certains locaux ou volumes ne sont pas accessibles lors de la visite de l'opérateur du fait notamment de l'unité responsable de l'installation (perte de clé, local interdit, mission militaire), le représentant de la personne publique et le titulaire du marché définissent ensemble rapidement une date de visite complémentaire destinée à compléter et finaliser la mission.

Cette visite complémentaire fera partie intégrante de la mission dès lors qu'elle peut être programmée sur un prochain déplacement du titulaire initialement prévu sur le site concerné,

dans un délai maximum d'une semaine (7 jours) après la première visite. Néanmoins, elle pourra faire l'objet d'une demande d'indemnité de la part du titulaire conformément au CCAP.

Dans le cas contraire, l'USID, s'il le juge utile, se chargera de reprogrammer une date de visite en accord avec l'unité. Cette reprogrammation fera l'objet d'une nouvelle commande auprès du titulaire en prenant en compte le prix au BPU correspondant à la surface ou au linéaire restant à visiter.

2.3.5.3.3 Cas de locaux ou volumes non accessibles par faute de l'opérateur

Dans le cas où les locaux ou volumes n'ont pu être visités en raison de l'absence d'équipements (échelle télescopique, nacelle, clé tricoises universelle, carré de serrure, manque EPI ou autres) que l'opérateur doit posséder dans le cadre de son intervention, ce dernier ne sera dégagé de ses obligations contractuelles que lorsque la totalité de son engagement contractuel aura été réalisée. Ce manquement ne fera pas l'objet d'une rémunération complémentaire.

Le représentant de la personne publique et le représentant du titulaire du marché définissent ensemble une nouvelle date de visite complémentaire destinée à compléter et finaliser le repérage. Cette visite interviendra au plus tôt et dans un délai maximum d'une semaine (7 jours) après la première visite.

2.4 Livrables

2.4.1 SYNTHÈSE DES LIVRABLES

Dans le cadre des missions décrites au CCTP, plusieurs documents seront à remettre par le titulaire au responsable de la personne publique. Une synthèse des documents à transmettre par mission ainsi que leurs délais de remise par le titulaire sont fournis ci-dessous. L'ensemble des délais formulés correspondent à des délais calendaires incluant jours ouvrés et non ouvrés.

TOUTES MISSIONS

Document	Délais de remise
Compte-rendu de réunions	dans les 7 (sept) jours après la réunion
Calendrier prévisionnel	dans les 15 (quinze) jours à compter de la réception du projet de bon de commande
Attestation d'impossibilité de visite	le jour même de la visite concernée, et annexée au rapport transmis

MISSION 1

Document	Délais de remise
Répertoire des DTA	dans les 4 (quatre) semaines après fourniture des documents par l'USID

MISSION 2

Document	Délais de remise
Programme de repérage	dans les 7 (sept) jours après la visite de reconnaissance

Pré-rapport	dans les 7 (sept) jours après l'inspection visuelle si la mission de repérage n'est pas finalisée
Rapport de mission de repérage (<i>rapport définitif de mission</i>)	dans les 4 (quatre) semaines après la visite in situ permettant la finalisation de la mission de repérage
Fiche récapitulative (création ou mise à jour)	annexées au pré-rapport ou au rapport de mission de repérage
Fiche d'accompagnement des échantillons	
Certificat de non présence de produits ou matériaux amiantés	
Répertoire des DTA (mise à jour)	annuellement, date définie par l'USID
Fichier de renseignement de la base GTP (mise à jour)	annuellement, date définie par l'USID

MISSION 3

Document	Délais de remise
Pré-rapport	dans les 7 (sept) jours après la visite in situ si la mission d'évaluation périodique nécessite des mesures d'empoussièrement
Rapport d'évaluation périodique (<i>rapport définitif de mission</i>)	dans les 4 (quatre) semaines après la visite in situ permettant la finalisation de la mission d'évaluation périodique
Fiche récapitulative (mise à jour)	annexée au pré-rapport ou au rapport d'évaluation périodique
Répertoire des DTA (mise à jour)	annuellement, date définie par l'USID
Fichier de renseignement de la base GTP (mise à jour)	annuellement, date définie par l'USID

MISSION 4

Document	Délais de remise
Rapport d'analyse (<i>rapport définitif de mission</i>)	dans les 4 (quatre) semaines après la visite in situ
Fiche de prélèvement d'air	annexées au rapport d'analyse
Fiche récapitulative (mise à jour)	
Répertoire des DTA (mise à jour)	annuellement, date définie par l'USID

L'ensemble des documents à remettre par le titulaire à l'USID, est transmis sous format dématérialisé **par mail ou clé USB** :

- Au format pdf pour l'ensemble des pièces écrites des rapports ;
- Au format .xls ou .xlsx et .pdf pour la fiche récapitulative.

Le mode d'envoi des livrables sera validé d'un commun accord entre l'USID et le titulaire lors de la réunion préparatoire au démarrage du marché.

Les éléments graphiques seront intégrés obligatoirement dans le fichier .pdf du rapport concerné. Les délais indiqués pour la remise des rapports définitifs de mission intègrent la remise des résultats des analyses issues des prélèvements d'échantillons de matériaux, et des mesures d'empoussièrement.

En cas de non-respect dans la fourniture des éléments demandés et du délai de transmission des documents listés ci-avant, des pénalités seront appliquées conformément au CCAP.

2.4.2 CONTENU DES RAPPORTS

Une grande importance est donnée à la qualité des rapports. Leur présentation doit être soignée, lisible, claire et concise permettant une consultation aisée et rapide. Les rapports devront comporter a minima les données suivantes, en complément des informations demandées dans la réglementation en vigueur et dans chaque mission :

- **Une page de garde, où figurent :**
 - ⇒ la nature de la mission,
 - ⇒ la localisation de l'installation visitée : numéros G2D et intitulés de l'immeuble et du composant (fournie par l'administration), commune,
 - ⇒ le numéro du rapport,
 - ⇒ la date de la mission,
 - ⇒ le nom, la qualité et la signature de l'opérateur,
 - ⇒ la désignation de l'organisme ou de la personne,
 - ⇒ l'indication « ABSENCE D'AMIANTE » en vert ou « PRESENCE D'AMIANTE » en rouge, suite à la visite effectuée,
- **Une partie où figurent les renseignements généraux :**
 - ⇒ un sommaire, avec indication des numéros de page pour permettre d'identifier le contenu du rapport,
 - ⇒ les références des textes réglementaires précises sur la base desquelles les missions ont été effectuées,
 - ⇒ le nom et la qualité de la personne accompagnant l'opérateur dans ses visites,
- **Une partie où figurent les renseignements particuliers :**
 - ⇒ la méthode employée pour la mission,
 - ⇒ la délimitation de la mission,
- **Une partie où figurent les résultats de la mission :**
 - ⇒ les écarts, adjonctions ou suppressions par rapport au précédent rapport si il existe,
 - ⇒ la liste des points vérifiés ainsi que la localisation des prélèvements et sondages,
 - ⇒ les résultats des mesures et essais effectués, ou la nécessité d'en réaliser,
- **Une partie conclusion où figure la synthèse des éléments constatés :**
 - ⇒ la liste des MPCA et leur localisation,
 - ⇒ la conclusion et les recommandations suite aux résultats obtenus,
- **Les annexes en fonction des missions :**
 - ⇒ schéma(s) avec indication précise de la zone amiantée,
 - ⇒ localisation des sondages et prélèvements par l'insert de photos,

- ⇒ rapport d'essais de laboratoire avec fiche d'accompagnement (annexe 6),
- ⇒ rapport d'analyse avec fiche d'accompagnement (annexe 7),
- ⇒ attestation d'impossibilité de visite (annexe 4),
- ⇒ assurance et compétences de l'opérateur de repérage.

2.4.3 CHARTE DE NOMMAGE

Chaque document dématérialisé remis au représentant de la personne publique devra **impérativement** respecter la charte de nommage suivante dont chaque élément sera séparé par le caractère tiret bas « _ » :

- numéro G2D du site concerné (ex : 500129511L),
- numéro G2D du composant concerné (ex : 0002),
- la mention « AMT »,
- le type de documents :
 - « DTA », pour les rapports de mission de repérage,
 - « FRA », pour les fiches récapitulatives,
 - « CPA », pour les rapports d'évaluation périodique,
 - « REA », pour les rapports d'essai et d'analyse,
 - « RAT », pour les repérages amiante avant travaux,
 - « RAC », pour les repérages amiante avant cession,
 - « BSD », pour les bordereaux de suivi de déchets amianté (BSDA),
- la date de réalisation *année**mois**jour* (ex. : 20200101),
- la conclusion du document :
 - ABS pour absence d'amiante,
 - PRS pour présence d'amiante.
- la classification du type d'amiante repéré :
 - A pour liste A,
 - B pour liste B,
 - AB pour liste A et liste B,
- la préconisation de réalisation de travaux de retrait ou de confinement sur le bâtiment (pour les rapports définitifs de mission) :
 - TX,
 - OTX.

Exemples :

- 500129511L_0002_AMT_DTA_20200619_ABS (mission de repérage avec absence d'amiante)
- 500129511L_0003_AMT_DTA_20200622_PRS_A_TX (mission de repérage avec présence d'amiante liste A nécessitant des travaux de retrait ou de confinement)
- 500129511L_0004_AMT_CPA_20200712_PRS_B_OTX (mission d'évaluation périodique avec présence d'amiante liste B ne nécessitant pas de travaux de retrait ou de confinement)
- 500129511L_0212_AMT_REA_20200718_PRS_AB (prélèvement concluant à la présence d'amiante listes A et B)

Lors de la réunion préparatoire au démarrage du marché, le titulaire fera valider par le représentant de la personne publique la charte de nommage qui sera en vigueur jusqu'à la fin contractuelle du marché.

2.4.4 CONTRÔLE DES DOCUMENTS

L'ensemble des rapports définitifs de mission sont transmis sous format dématérialisé à la relecture du représentant de la personne publique pour un contrôle avant validation, dans les délais indiqués à l'article 4.

Le représentant de la personne publique dispose de 3 jours pour contrôler le document transmis :

- Si le document remis ne correspond pas aux attentes, le représentant de la personne publique fait part au titulaire du marché de ses remarques. Celui-ci sera dans l'obligation de modifier le document en conséquence. La prise en compte des remarques par le titulaire du marché doit parvenir au représentant de la personne publique dans un délai de 3 (trois) jours ouvrés suivant la date de notification par mail ou par ordre de service du refus par la personne publique ou son représentant ;
- Si le document envoyé correspond aux attentes du représentant de la personne publique, répond aux objectifs fixés, présente la précision et l'exactitude requise et est conforme aux exigences réglementaires, le représentant de la personne publique prononce sa décision de réception du dossier pour le composant concerné.

Un schéma récapitulatif de la remise des rapports définitifs de mission est fourni en annexe 5.

2.4.5 MISE A JOUR DU REPERTOIRE de dossiers techniques amiante (DTA)

Tout au long de la vie du marché, le titulaire procèdera à la mise à jour du répertoire de DTA constitué dans le cadre de la mission 1 du présent marché, ou fourni par l'USID en début de marché, avec l'ensemble des documents produits. Il remettra ensuite cette mise à jour, **annuellement**, au représentant de la personne publique sous format dématérialisé sur support informatique type clé USB (CD-ROM/DVD à défaut).

La date d'envoi de cette mise à jour sera définie par l'USID en fonction des commandes réalisées dans l'année. Elle pourra être planifiée en fin d'année calendaire ou à l'issue de la dernière mission commandée. L'USID formalisera la date d'envoi de la mise à jour du répertoire de DTA par la transmission d'un écrit au titulaire conformément au CCAG PI.

2.4.6 RENSEIGNEMENT DE LA BASE GTP – Onglet DTA

Les résultats et informations issus des missions réalisées par le titulaire dans le cadre du présent marché ont nécessité à être intégrées dans le logiciel interne de gestion technique du patrimoine du SID nommé GTP.

De ce fait, le titulaire devra renseigner un fichier « type » au format Excel (.xls ou .xlsx) dont le modèle sera fourni par l'USID lors de la réunion préparatoire au démarrage du marché et complété de l'ensemble des informations dont l'USID a connaissance à la date de leur transmission au titulaire.

Ce fichier de renseignement de la base GTP contiendra notamment les éléments suivants à renseigner, par composant :

- DTA existant : Oui/Non/Sans objet/Aucune sélection ;
- date DTA (listes A et B) ;
- date dernière mise à jour du DTA ;
- conformité DTA au décret de 2011 : Oui/Non/Aucune sélection ;
- conclusions du DTA :
 - absence d'amiante,
 - composant amianté - liste A,
 - composant amianté - liste B,
 - composant amianté - listes A et B,
 - présomption d'amiante,

- préconisations :
 - liste A : N1/N2/N3,
 - liste B : EP/AC1/AC2 ;
- date dernière évaluation périodique liste A (N1) :
 - échéance Evaluation périodique suivante liste A (N1),
 - actions correctives Liste A : N2/N3/ et échéance ;
- date dernière évaluation périodique Liste B :
 - échéance Evaluation périodique suivante liste B (EP),
 - actions correctives Liste B : AC1/AC2/ et échéance.

Le titulaire effectuera la mise à jour du fichier de renseignement de la base GTP avec l'ensemble des éléments obtenus dans le cadre du présent marché. Cette mise à jour sera incluse dans chaque mission et fera l'objet d'un envoi annuel conformément à l'article 4 du présent CCTP.

La date d'envoi de cette mise à jour sera définie par l'USID en fonction des commandes réalisées dans l'année. Elle pourra être planifiée en fin d'année calendaire ou à l'issue de la dernière mission commandée. L'USID formalisera la date d'envoi de la mise à jour du fichier de renseignement de la base GTP par la transmission d'un écrit au titulaire conformément au CCAG PI.

2.4.7 BASE DE DONNÉES DU TITULAIRE

En complément **et non en substitution** des versions numériques des rapports, le titulaire met à disposition par internet une base de données où sont stockées les informations sur la réalisation des missions.

L'authentification se fait par mot de passe, ou par tout autre moyen comparable. Hors connexion au réseau internet, l'accès est « gratuit » (inclus dans les prix du bordereau des prix unitaires) pour le ministère des armées et particulièrement pour le Service d'infrastructure de la défense (SID). La fréquence et le nombre de consultations sont illimités.

Les droits doivent pouvoir être donnés en lecture ou en écriture pour chaque utilisateur, et le périmètre donné restreint à quelques immeubles ou composants pour chaque utilisateur, à la demande du représentant de la personne publique.

La base de données doit permettre un accès pour au moins 250 utilisateurs. L'administration de la base de données reste à la charge du titulaire.

Un accès de niveau SID NO doit permettre la visualisation de l'intégralité du périmètre.

La base de données doit permettre **la consultation et l'export** sous format pdf ou type tableur Excel, des données suivantes :

- la planification des missions ;
- les pré-rapports ;
- les rapports définitifs.

Sur ces données, doivent apparaître, aussi bien en consultation qu'en export, a minima, les éléments suivants :

- nom de l'USID ;
- commune ;
- numéro G2D de l'immeuble et son intitulé ;
- numéro G2D du composant et son intitulé ;
- date de mise en ligne pour les rapports.

Egalement, la base de donnée doit pouvoir permettre de filtrer en consultation, a minima, les éléments par :

- USID
- immeuble ;
- composant ;
- type de documents (pré-rapport, rapport définitif, fiche récapitulative) ;
- date de mise en ligne ;

L'utilisateur doit pouvoir être informé par email de l'ajout d'un nouvel élément sur la base de données. **Egalement, le représentant de la personne publique doit pouvoir être en mesure d'apposer l'indication « rapport validé ou non par le SID » visible par les autres utilisateurs.** Cette indication, si l'USID le souhaite, pourra être utilisé comme moyen de communication entre le titulaire et le représentant de la personne publique pour le contrôle des documents demandés à l'article 4.3.

Tous rapports modifiés à la demande de l'USID suite à leur mise en ligne doivent faire l'objet d'une mise à jour sur la base de données. Les anciennes versions des documents doivent être remplacées par la version validée par le représentant de la personne publique.

2.5 Mission 1 – Création du répertoire de dossier technique amiante (DTA)

2.5.1 CONTENU DE LA MISSION

La mission 1 consiste en la création d'un répertoire de dossiers techniques amiante par site et par USID, à partir de tous les documents détenus et fournis par l'USID au titulaire (fiches récapitulatives, rapports de mission de repérage, documents produits dans le cadre de travaux...).

La mission 1 fera l'objet de prix unitaires indiqués dans l'annexe financière BPU (bordereaux de prix unitaire) et définis pour un (1) site selon le nombre de composants présents sur ce site.

Cette mission sera nécessairement commandée dans la première année du marché à moins que l'USID soit en mesure de fournir au titulaire ce répertoire déjà constitué.

L'objectif de cette mission est de regrouper, renommer et classer l'ensemble des documents dans un unique répertoire de « DTA ». Ce répertoire constituera une base pour le titulaire pour l'élaboration de la programmation et la priorisation des visites à venir.

2.5.2 DÉROULEMENT DE LA MISSION

Dans les 2 semaines (15 jours) qui suivent commande de la mission 1, le représentant de la personne publique transmet l'ensemble des éléments dématérialisés permettant la constitution du répertoire de DTA au titulaire.

Le titulaire constitue ensuite le répertoire de DTA selon l'arborescence suivante :

- **Dossier USID (libellé)**
 - ↳ **Dossier par site** (n°G2D + libellé site)
 - ↳ **Dossier par composant** (n°G2D + libellé composant) = **DTA du composant**

Seuls les composants pour lesquels une obligation réglementaire impose la réalisation d'un DTA ou pour lesquels un DTA non imposé a déjà été réalisé, seront intégrés dans ce répertoire.

Le DTA contiendra notamment les documents suivants :

- les fiches récapitulatives,
- les pré-rapports,

- les rapports de mission de repérage,
- les rapports d'essai,
- les rapports d'analyse,
- les rapports d'évaluation périodique,
- les bordereaux de suivi d'élimination des déchets,
- les recommandations de sécurité,
- ...

Le titulaire effectue le renommage de l'ensemble des documents dématérialisés constituant le DTA en respectant la charte de nommage définie à l'article 4.

Il transmet à l'USID le répertoire finalisé sur un support informatique type CD-ROM/DVD/clé USB dans un délai de **4 (quatre) semaines** après la fourniture des documents par l'USID.

Le titulaire effectuera la mise à jour du répertoire de DTA avec l'ensemble des documents produits dans le cadre du présent marché. Cette mise à jour sera incluse dans chaque mission et fera l'objet d'un envoi annuel conformément à l'article 4 du présent CCTP.

2.6 Mission 2 – Repérage liste A et B

Le titulaire est responsable de l'exécution du contrat et du mode opératoire qu'il met en œuvre. Il procède à l'exécution de sa mission en respectant l'ensemble des dispositions fixées par la réglementation en vigueur.

Cette mission pourra être commandée dans le cadre d'un premier repérage ou d'une mise en conformité réglementaire d'un DTA existant.

2.6.1 CONTENU DE LA MISSION 2

La mission 2 consiste en la réalisation du repérage de matériaux et produits contenant de l'amiante :

- de la liste A de l'annexe 13.9 du Code de la Santé Publique conformément à l'art. R.1334-20 du même code et aux dispositions de la norme NFX 46-020 dans sa version la plus récente, en vue d'établir un dossier amiante parties privatives (DAPP),
- des listes A et B de l'annexe 13.9 du Code de la Santé Publique conformément aux art. R.1334-20 et R.1334-21 du même code et aux dispositions de la norme NFX 46-020 dans sa version la plus récente en vue d'établir un dossier technique amiante (DTA),
- de la liste B de l'annexe 13.9 du Code de la Santé Publique conformément à l'art. R.1334-21 du même code et aux dispositions de la norme NFX 46-020 dans sa version la plus récente en vue de la mise à jour de dossier(s) technique(s) amiante (DTA),

La mission 2 fera l'objet de prix unitaires indiqués dans l'annexe financière BPU (bordereaux de prix unitaire) et définis

- **pour un (1) composant selon sa SHOD concernant la mission de repérage (phases 1, 2, 4 et 5)**
- **pour un (1) échantillon intégrant un (1) prélèvement de matériaux et les analyses associées à ce prélèvement (phase 3).**

Le référentiel des composants bâtis concernés par la mission 2, ainsi que leur surface, est suivi dans notre logiciel interne de suivi du domaine (G2D). La liste par lot pourra être communiquée au titulaire du/des lots définis au présent CCTP. Dans le cas où une différence significative (seuil

de + ou – 5%) entre la donnée fournie et la surface réelle est constatée par le titulaire du marché lors de sa mission, la surface commandée peut-être revue après vérification et accord de l'USID. La mission 2 sera réalisée en 5 phases qui peuvent être pour partie concomitantes (phases 2 à 4) :

Phase 1 : Analyse documentaire à partir des éléments fournis listés à l'article 2.5 du présent CCTP et visite de reconnaissance des lieux en vue d'établir un programme de repérage.

Phase 2 : Inspection visuelle relative à la recherche exhaustive des matériaux et produits de la liste A et de la liste B sans travaux destructifs et détermination des Zones Présentant des Similitudes d'Ouvrage (ZPSO) et de leurs ouvrages de référence.

Phase 3 : Réalisation des prélèvements d'un ou plusieurs échantillons et analyses sur les produits et matériaux douteux.

Phase 4 : Évaluations par zone homogène, de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste A et B.

Phase 5 : Établissement du rapport conforme aux exigences des arrêtés du 12 et du 21 décembre 2012.

La mission 2 sera complétée :

- par la mise à jour du répertoire de DTA selon les prescriptions définies à l'article 4.4,
- par des mesures d'empoussièrement suivant l'état de conservation des MPCA selon les prescriptions définies à l'article 8.

2.6.2 DÉROULEMENT DE LA MISSION 2

2.6.2.1 Schéma général

Les différentes phases de la mission 2 de repérage devront respecter les prescriptions de la norme NFX 46-020 dont le déroulement schématisé est présenté ci-après :

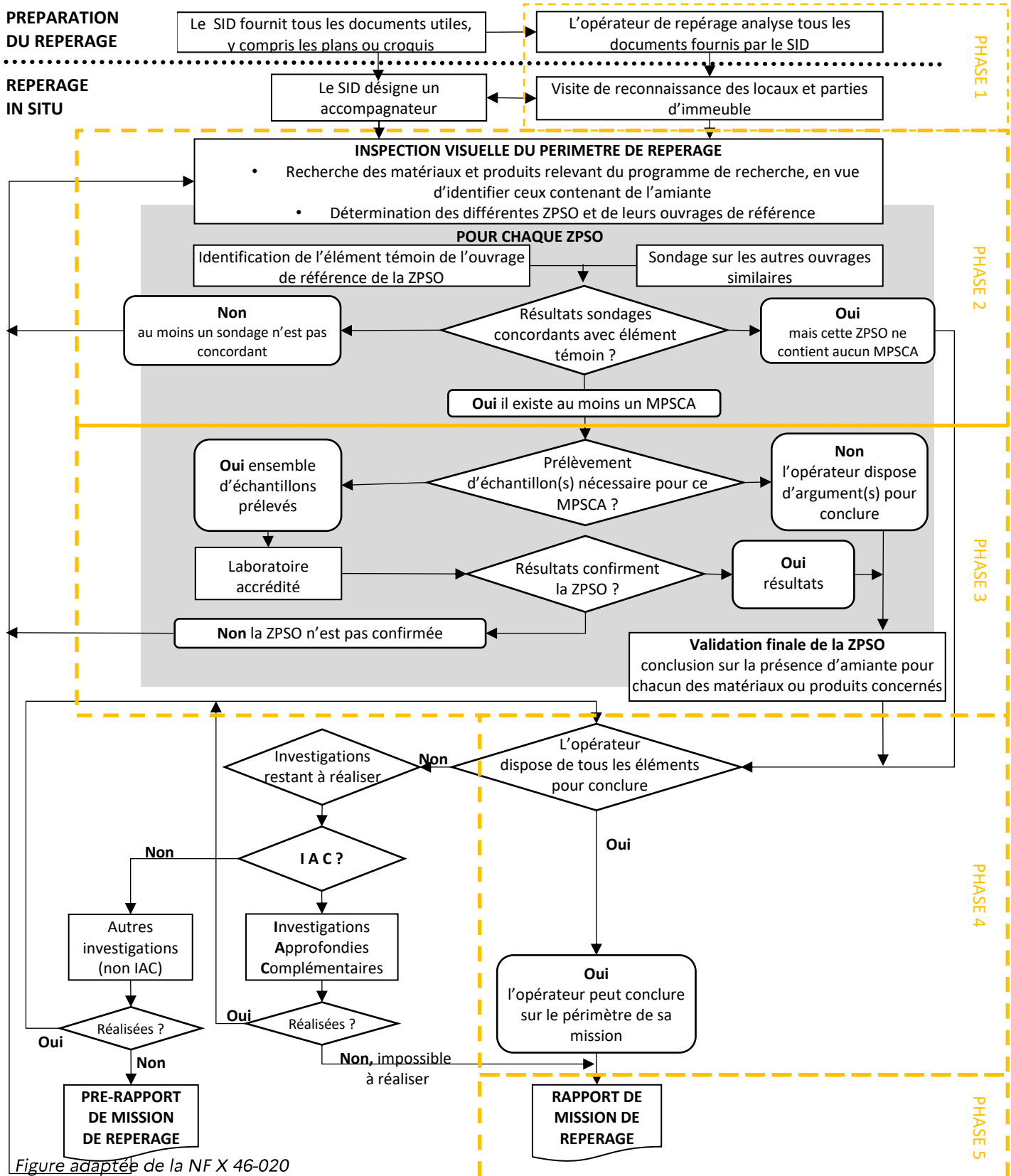


Figure adaptée de la NF X 46-020

2.6.2.2 Phase 1 : Etablissement du programme de repérage

La phase 1 constitue l'établissement du programme de repérage avant inspection visuelle.

L'opérateur de repérage devra étudier et effectuer une analyse critique de la fiabilité et de l'exhaustivité des dossiers techniques (DTA, plans et notes de récolement de construction ou de rénovation du bâtiment) qui lui seront communiqués ou mis à disposition.

En complément de cette analyse documentaire, il effectuera une reconnaissance des lieux en vue de définir :

- les moyens d'accès spécifiques et les démontages éventuels nécessaires à la bonne exécution de la mission,
- les investigations approfondies à mettre en œuvre pour réaliser l'inspection visuelle.

Il communiquera ensuite au responsable de la personne publique, par le biais d'un programme de repérage, les méthodes d'intervention qu'il aura définies.

Le programme de repérage sera fourni au responsable de la personne publique selon les modalités définies à l'article 4 et contiendra notamment les éléments suivants :

- la validation du périmètre défini dans la commande,
- un mode opératoire relatif aux interventions susceptibles de provoquer l'émission et la propagation des fibres d'amiante,
- une évaluation des risques liés à l'intervention de l'opérateur,
- les investigations approfondies à programmer.

Le ou les modes opératoires seront intégrés au plan de prévention. Le plan de prévention devra être finalisé à l'issue de la visite de reconnaissance préalable.

2.6.2.3 Phase 2 : Inspection visuelle

Après l'établissement du programme de repérage, l'opérateur réalise la phase 2 constituant l'inspection visuelle sans travaux destructifs en vue de répondre aux objectifs suivants :

- recherche exhaustive des matériaux et produits de la liste A et de la liste B,
- détermination des Zones Présentant des Similitudes d'Ouvrage (ZPSO) et de leurs ouvrages de référence,
- identification et localisation précise parmi les matériaux et produits repérés, de ceux qui contiennent de l'amiante, et de ceux pour lesquels un doute existe et qui nécessite la réalisation de prélèvements,
- définition des investigations approfondies qui n'auraient pas été identifiées lors de la visite de reconnaissance.

Pour effectuer la mission, l'opérateur de repérage :

- effectue le repérage sans sondage destructif (ne nécessitant pas de remise en état après le prélèvement ou ne modifiant pas sa fonction),
- mentionne dans le rapport les zones pour lesquelles le repérage n'a pu être fait et les raisons de ces impossibilités.

L'inspection visuelle pourra être complétée au besoin par la réalisation :

- d'investigations approfondies permettant de s'assurer de la composition d'un ouvrage ou d'un volume,
- de sondages en vue notamment de déterminer les ZPSO,

- de prélèvements d'échantillons dans les conditions de sécurité appropriées, lorsqu'il est en présence de matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante.

L'opérateur de repérage peut conclure à la présence d'amiante sans recourir aux prélèvements et analyses si les matériaux ou produits sont identifiés ou si l'opérateur dispose d'informations particulières. Si ce n'est pas le cas, ou en cas de doute sur la présence d'amiante (absence d'information documentaire, produits non identifiés), un ou des prélèvements pour analyse sont réalisés sur les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante pour conclure à l'absence ou à la présence d'amiante.

À chacune des phases, l'opérateur de repérage doit envisager d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour mener à bien sa mission, tout en respectant son plan d'intervention dans lequel il aura intégré les informations et les contraintes fournies par le représentant de la personne publique à l'issue de sa visite de reconnaissance. Il ne doit en aucun cas limiter son intervention à un simple contrôle visuel, ni réduire son programme de repérage.

2.6.2.4 Phase 3 : Prélèvements d'échantillons de matériaux

La phase 3 constitue la réalisation de prélèvements et d'analyses d'échantillons en cas de suspicion de matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante. Cette phase peut être concomitante à la phase 2.

En cas d'incertitude sur la présence ou non d'amiante dans les matériaux ou produits repérés susceptibles de contenir de l'amiante, le titulaire procède au prélèvement d'échantillons de matière pour chaque zone ou type de matériau rencontré, conformément aux dispositions réglementaires des annexes A et C de la norme NF X 46-020.

Les investigations nécessaires seront rationalisées et le nombre de prélèvements optimisé en fonction des ZPSO prédéfinies. En fonction des résultats, les ZPSO devront être confirmées.

La procédure d'exécution des prélèvements devra faire l'objet d'une évaluation des risques qui sera intégrée au plan de prévention.

Les mesures minimales de protections individuelles et collectives suivantes devront être prises :

- le prélèvement sera réalisé, dans la mesure du possible, en zone inoccupée,
- le mobilier, le sol se trouvant dans la zone seront protégés,
- la personne effectuant le prélèvement sera munie des EPI réglementaires.

A l'issue des opérations de prélèvement, il sera appliqué un surfaçant sur la « cicatrice ».

En vue d'analyses qualitatives, le titulaire remettra ensuite les échantillons prélevés à un laboratoire accrédité. Le choix du type d'analyse est de la responsabilité du laboratoire. Toutefois, dans le cadre de l'offre, celles-ci devront être prévues en Microscopie Electronique à Transmission Analytique (M.E.T.A.) (voir norme NFX 43-050 ou toute autre norme équivalente).

Tous les échantillons devront être accompagnés d'une fiche conforme au modèle proposé en annexe 6 pour transmission au laboratoire d'analyse. Une copie de cette fiche sera jointe aux rapports demandés dans la mission.

Il appartiendra au titulaire de prendre en charge l'élimination des « déchets amiante » recueillis lors de l'exécution de sa mission et de fournir les bordereaux de suivi de déchets amiantés au responsable de la personne publique. L'opérateur est producteur de déchets tels que les EPI/EPC.

2.6.2.5 Phase 4 : Evaluation de l'état de conservation

La phase 4 constitue une évaluation de l'état de conservation des produits et matériaux conformément aux arrêtés du 12 décembre 2012. Cette phase peut être concomitante aux phases 2 et 3.

Une fois l'identification des MPCA de la liste A et B réalisée, l'opérateur effectue une évaluation de leur état de conservation par zone homogène :

- pour la liste A, selon les scores 1, 2 et 3 définis dans les grilles d'évaluation en vue de définir la mise en œuvre d'évaluations périodiques, de mesures d'empoussièrement ou de travaux de retrait ou de confinement,
- pour la liste B, selon un état dégradé ou non dégradé. Dans ce cas, l'évaluation prendra également en compte l'étendue de la dégradation et le risque de dégradation lié à l'environnement. L'opérateur devra proposer à l'issue une action corrective avec mesures d'empoussièrement si nécessaire ou une évaluation périodique en précisant une périodicité conseillée (5 ou 6 ans).

L'opérateur devra faire procéder à des mesures d'empoussièrement lorsque les conditions l'exigent.

2.6.2.6 Phase 5 : Rapport de mission de repérage

La phase 5 constitue l'établissement et la fourniture du rapport de repérage.

A l'issue du repérage, l'opérateur établit un rapport de mission de repérage par bâtiment assorti de la création ou de la mise à jour de la fiche récapitulative conformément à la réglementation en vigueur, à la norme 46-020 et à l'article 4 du présent CCTP. Egalement, il procèdera à la mise à jour du répertoire de DTA et du fichier de renseignement de la base GTP conformément à l'article 4 du présent CCTP.

Si aucune présence de matériau susceptible de contenir de l'amiante n'est révélée, l'opérateur doit établir un **certificat de non présence de ces matériaux** qui sera annexé au rapport de mission de repérage.

Dans le cas où l'opérateur ne peut finaliser sa mission de repérage ou a nécessité de faire réaliser des missions complémentaires par le représentant de la personne publique (investigations approfondies notamment destructives, mesures d'empoussièrement, mise en place de moyens d'accès...), un pré-rapport est établi selon la réglementation en vigueur et la norme 46-020, et fourni dans les conditions fixées à l'article 4 du présent CCTP.

2.7 Mission 3 – Evaluation périodique

2.7.1 *CONTENU DE LA MISSION 3*

La mission 3 consiste en l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste A et B identifiés lors d'une mission de repérage, conformément aux articles du code de la santé publique R.1334-27, R.1334-20 pour la liste A, et R.1334-21 pour la liste B et à leurs arrêtés d'application.

La mission 3 fera l'objet de prix unitaires indiqués dans l'annexe financière BPU (bordereaux de prix unitaire) et définis

- **pour un (1) composant selon la surface de matériaux et produits contenant de l'amiante présente,**
- **pour un (1) composant selon le linéaire de canalisations concerné par la présence de matériaux et produits contenant de l'amiante.**

S'appuyant obligatoirement sur un DTA existant, elle se déroule dans les locaux des composants des sites concernés en annexe 1 (La liste par lot pourra être communiqué au titulaire du/des lots définis au présent CCTP) et sur lesquels la présence d'amiante liste A et/ou B a été notée.

Cette mission 3 se déroule en 2 phases :

Phase 1 : évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits :

- à partir du rapport de mission de repérage,

- à partir du résultat de la dernière évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits,
- suite à une modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Phase 2 : établissement d'un rapport (conclusions) par composant bâti.

La mission sera complétée par la mise à jour du répertoire de DTA et de la fiche récapitulative selon les prescriptions définies à l'article 4.

2.7.2 DÉROULEMENT DE LA MISSION 3

2.7.2.1 Phase 1 : Évaluation de l'état de conservation

Le titulaire est responsable de l'exécution du contrat. Il procède à l'exécution de sa mission en respectant l'ensemble des dispositions fixées par la réglementation en vigueur.

L'évaluation de l'état de conservation est réalisée de la même manière que pendant la mission de repérage décrite à l'article 6.2.5 du présent CCTP. L'opérateur effectue une réévaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante pour lesquels une évaluation périodique avait été préconisée suite à la mission de repérage ou à la dernière évaluation périodique. La réévaluation est réalisée de la manière suivante :

- pour la liste A, attribution des scores 1, 2 et 3 définis dans les grilles d'évaluation en vue de définir la poursuite des évaluations périodiques, la mise en œuvre de mesures d'empoussièrement ou de travaux de retrait ou de confinement,
- pour la liste B, attribution d'un état dégradé ou non dégradé. Dans ce cas, l'évaluation prend également en compte l'étendue de la dégradation et le risque de dégradation lié à l'environnement. L'opérateur propose à l'issue une action corrective avec mesures d'empoussièrement si nécessaire ou une nouvelle évaluation périodique en précisant une périodicité conseillée (5 ou 6 ans).

Lorsqu'un bâtiment comprend des MPCA de la liste A et de la liste B, l'opérateur réalisera l'évaluation de l'état de conservation de l'ensemble de ces MPCA selon une périodicité triennale.

L'opérateur devra faire procéder à des mesures d'empoussièrement lorsque les conditions l'exigent.

2.7.2.2 Phase 2 : Établissement du rapport d'évaluation périodique

A l'issue de cette évaluation, l'opérateur établit un rapport d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux amiantés conformément à l'article 4 du présent CCTP et qui comportera :

- la localisation précise des matériaux et produits contenant de l'amiante,
- l'enregistrement de l'état de conservation de ces matériaux et produits,
- en annexe une photo de chaque matériau comportant de l'amiante, chaque photo devra être repérée et accompagnée d'une légende,
- les surfaces ou longueur des MPCA,
- la fiche récapitulative mise à jour.

Dans le cas où l'opérateur identifie la nécessité de faire réaliser des mesures d'empoussièrement par le représentant de la personne publique, un pré-rapport est établi selon la réglementation en vigueur et la norme 46-020, et fourni dans les conditions fixées à l'article 4 du présent CCTP.

Le titulaire présentera les résultats de l'évaluation lors des réunions annuelles de suivi tenues avec le représentant de la personne publique.

Le rapport sera assorti de la mise à jour du répertoire de DTA et du fichier de renseignement de la base GTP conformément à l'article 4 du présent CCTP.

2.8 Mission 4 – Mesure d'empoussièrement

2.8.1 CONTENU DE LA MISSION 4

La mission consiste en la réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air, en vue de l'application des articles R.1334 -14 et suivants du code de la santé publique, relatifs à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante.

Le présent cahier des charges a pour objet de fixer les conditions techniques relatives aux opérations de mesures d'empoussièrement.

La mission 4 fera l'objet de prix unitaires indiqués dans l'annexe financière BPU (bordereaux de prix unitaire) et définis :

- **pour la réalisation d'une (1) mesure intégrant le prélèvement d'air via une (1) pompe et les analyses associées à ce prélèvement, ainsi que la fiche de prélèvement correspondante,**
- **pour l'établissement et la fourniture du rapport d'analyse pour un (1) composant.**

Cette mission 4 se déroulera en 2 phases :

Phase 1: mesures d'empoussièrement :

- suite au rapport de mission de repérage,
- suite au rapport d'évaluation périodique,

Phase 2: établissement d'un rapport d'analyse (conclusions et recommandations).

2.8.2 DÉROULEMENT DE LA MISSION 4

2.8.2.1 Phase 1 : Mesures d'empoussièrement

Les mesures d'empoussièrement dans l'air comprennent l'activité de prélèvement d'air et celle d'analyse et de comptage des fibres d'amiante.

Ces mesures sont réalisées conformément à l'arrêté du 19 août 2011 **relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis (application art R 1334-25 du CSP).**

La mission comprend :

- l'établissement d'une stratégie de prélèvement avec un échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air selon la méthode définie dans la norme NF EN ISO 16000-7 et de son guide d'application GA X 46-033,
- la réalisation de prélèvements selon la méthode définie par la norme NFX 43-050 de janvier 1996,
- l'analyse et le comptage des fibres d'amiante réalisés en microscopie électronique à transmission analytique (M.E.T.A.) selon la norme NFX 43-050.

La sensibilité analytique à atteindre est de 0,3 fibres par litre. La durée de prélèvement est de 24 h avec un débit de 7 litres par minute. Ce débit ne pourra pas varier de +/- de 10 % sur la durée de prélèvement.

Chaque prélèvement d'air devra être accompagné d'une fiche conforme au modèle proposé en annexe 7 pour transmission au laboratoire d'analyse. Une copie de cette fiche sera jointe aux rapports demandés dans la mission.

2.8.2.2 Phase 2 : Établissement du rapport d'analyse

À l'issue des mesures d'empoussièrement, le titulaire remettra les résultats de ces mesures sous forme d'un rapport d'analyse, en distinguant le comptage du nombre de fibres et la valeur finale en nombre de fibres d'amiante par litre d'air. Ce rapport d'analyse est élaboré conformément à l'article 4 du présent CCTP pour chaque composant bâti.

Le rapport sera assorti de la mise à jour du répertoire de DTA conformément à l'article 4.4 du présent CCTP.

3 MESURAGE RADON

Le diagnostic radon est un forfait par détecteur. Seul le forfait de déplacement (qui comprend l'aller et le retour) peut être ajouté à cette prestation.

3.1 Réglementation applicable

Les contrôles réglementaires à réaliser comprennent les dépistages des bâtiments concernés par les différentes réglementations selon les articles L. 1333-22 et L. 1333-23, articles R. 1333-28 à R. 1333-36 et article D. 1333-32 du code de la santé publique ainsi que les articles R4451-136 / R4451-137/ R4451-138 / R4451-139 du Code du Travail.

3.2 Critères d'agréments des organismes

Deux agréments sont nécessaires à la réalisation des prestations :

- N1 (Niveau 1) : Réalisation des prestations de mesurages de l'activité volumique en radon mentionnées à l'article R. 1333-33 du code de la santé publique et des prestations de contrôle de l'efficacité des actions correctives et des travaux prévus à l'article R. 1333-34 du code de la santé publique ;
- N2 (Niveau 2) : Inspection méthodique du bâtiment et de son environnement immédiat de façon à identifier les sources, les voies d'entrée et les voies de transfert du radon dans les bâtiments.

Le titulaire devra proposer au maître d'ouvrage une gamme complète de prestations :

- Réglementaires : mesurage initial, mesurage suite à mise en place d'actions correctives, mesurage périodique, investigations complémentaires (Niveau 2), évaluation des risques et dépistage réglementaire dans les locaux professionnels ;
- Hors réglementation : mesures des sols avant construction, mesures radon avant travaux, assistance technique : cartographies précises via analyseurs, calcul de dose efficace à l'aide de prélèvements spécifiques, intégration de la problématique radon dans les plans de maintenance (préconisations de solutions à la diminution des concentrations dans les locaux concernés), information des salariés, réunion de présentation de la problématique radon, etc...

Le titulaire fournira, à la demande du RPA, les éléments relatifs à l'expérience des opérateurs dans le domaine du dépistage du radon ; notamment dans le cadre de la réglementation du Code du Travail.

3.3 Mesurages de la concentration volumique du radon dans le cadre d'un dépistage

Le but de ces mesures est d'établir, si tout ou partie d'un bâtiment présente une valeur d'activité volumique moyenne annuelle de radon au-dessus des valeurs d'intérêt.

L'objectif est de mettre en œuvre les actions nécessaires pour réduire l'exposition du public au radon, aussi bas que raisonnablement possible. Techniquement, il s'agit de réaliser des mesures de radon représentatives de l'exposition moyenne annuelle.

Dans le cadre d'un dépistage réglementaire, les mesures de la concentration volumique de radon sont effectuées par la méthode de mesure intégrée, avec un prélèvement passif et une analyse en différé, décrite dans la norme NF ISO 11665-4.

3.4 Dépistage dans les bâtiments, y compris les bâtiments souterrains

Pour le dépistage du radon dans les bâtiments, le détecteur solide de traces nucléaires (DSTN) sera utilisé. Le titulaire fournira, à la demande du RPA, Une fiche de présentation du DSTN utilisé dans le cadre du marché.

La méthodologie suivie lors d'un dépistage dans des bâtiments, y compris les bâtiments souterrains, devra respecter celle décrite dans la norme NF ISO 11665-8.

Le dépistage devra respecter la chronologie suivante :

- Choix de l'implantation des points de mesure dans le bâtiment ;
- Pose et retrait des dispositifs de mesure ;
- Traitement des dispositifs de mesure ;
- Analyse des données des résultats de mesure obtenus pour chaque zone homogène ;
- Rédaction du rapport de dépistage.

3.5 Dépistage dans les cavités et ouvrages souterrains

Conformément à la norme NF M60-722, dans le cadre de dépistage dans les cavités et ouvrages souterrains, les capteurs DSTN utilisés seront des capteurs fermés.

Le dépistage des cavités et ouvrages souterrains devra respecter la méthodologie imposée par la norme NF M60-772 :

- Visite préalable obligatoire de la cavité ou de l'ouvrage souterrain ;
- Choix de l'implantation des points de mesure dans les zones homogènes de la cavité ou de l'ouvrage souterrain ;
- Pose et retrait des dispositifs de mesure ; 2 campagnes consécutives de mesurage de 2 mois minimum chacune seront réalisées : 1 représentative des conditions climatiques hivernale et l'autre durant une période représentative de la période estivale ;
- Traitement des dispositifs de mesure ;
- Analyse des données des résultats de mesure obtenus pour chaque zone homogène ;
- Rédaction du rapport de dépistage.

Exploitation des résultats de mesure par zone homogène

Dans le cadre des dépistages du radon dans les cavités et ouvrages souterrains, un bilan sera effectué pour chacune des zones homogènes. Pour chaque mesurage, une seule valeur d'activité volumique est attribuée par zone homogène, conformément à la norme NF M60-772.

Dans tous les cas, les conditions de mesure doivent être correctement documentées dans le rapport de dépistage. Pour le traitement des dispositifs de mesure, le titulaire devra se reporter

aux recommandations de la norme NF ISO 11665-4 ainsi qu'à celles du fabricant. La valeur d'activité moyenne du radon sera exprimée en Becquerels par mètre cube (Bq.m-3). Réglementairement, l'original du rapport d'analyse des capteurs doit être joint au rapport de dépistage.

3.6 Formations

Dans le cadres de cet accord cadre, la personne publique est susceptible de demander au titulaire du marché des journées de sensibilisation ou d'information sur le risque radon au profit de l'administration. La personne publique peut également demander des journées de formation à la gestion du radon de niveau expert ou de niveau technicien.

4 DIAGNOSTICS AVANT TRAVAUX

4.1 Références

4.1.1 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Tout ce qui n'est pas précisé dans le présent document est soumis aux prescriptions des textes, normes et règles en vigueur lors de la réalisation des prestations. Les références principales (liste non exhaustive) à appliquer par le titulaire sont citées ci-dessous :

Code du Travail : partie 4 – art. L 4532-1, art. R 4412-39, art. R 4412-40, art. R 4412-61, art. R 4412-97, art. R 4412-143 à R 4412-148, art. R 4532-1 à R 4532-3, art. R.4412-156 à 161 ; art. R4451-44
Code de la Santé Publique : Art L.1334-12-1 et suivants, art. R 1334-14 à R 1334-29-9 et son annexe 13-9 – Art R 1337-2 à R 1337-5, Art L.1334-4 à L.1334-10 et R.1334-10 à R 1334-12 ; art. L1333-22 à L1333-24 ; R. 1333-28 à R. 1333-36.
Code de l'Environnement : Art. L 541-1 et suivants et R 541-7 à R 541-11
Code de la Construction et de l'Habitation : Art R. 271-1 à R271-5

Normes :

NF X46-020	août 2017	Repérage amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis – Missions et méthodologie
NF P03-200	Mai 2016	Agents de dégradation biologique du bois, constat de l'état parasitaire dans les immeubles bâtis et non bâtis
NF EN 12021	Juin 2014	Appareils de protection respiratoire – gaz comprimés pour appareil de protection respiratoire isolant
NF X43-269	Décembre 2017	Qualité de l'air – air des lieux de travail - Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombres de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META – comptage par MOCP
NF P03-201	Février 2016	Diagnostic technique - État du bâtiment relatif à la présence de termites.
NF X46-030	Avril 2008	Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb.
NF EN ISO 16000-7	Septembre 2007	Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air

NF X43-050	Juillet 2021	Relative à la détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission - méthode indirecte
NF ISO 11665-1 à 8	Octobre 2012	Mesure de la radioactivité dans l'environnement - Air : radon 222
NF ISO 13164-1 à 3	Janvier 2014	Qualité de l'eau - radon 222

Textes réglementaires:

Arrêté	16 juillet 2019	Relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.
Arrêté	24 décembre 2021	Définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
Arrêté	22 juillet 2021	Relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.
Arrêté	24 décembre 2020	Relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les aéronefs.
Arrêté	23 janvier 2020	Relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.
Décret	N°2017-899 du 9 mai 2017	Relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations
Arrêté	25 juillet 2016	Définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification
Décret	N°2013-594 du 5 juillet 2013	Relatif aux risques d'exposition à l'amiante
Arrêté	26 juin 2013	Modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
Arrêté	8 avril 2013	Relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opération comportant un risque d'exposition à l'amiante
Arrêté	7 mars 2013	Relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

Arrêté	21 décembre 2012	Relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du dossier technique amiante
Arrêté	12 décembre 2012	Relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage (modifié par arrêté du 26 juin 2013)
Arrêté	12 décembre 2012	Relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage (modifié par arrêté du 26 juin 2013)
Arrêté	14 août 2012	Relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
Décret	4 mai 2012	n°2012-639 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
Arrêté	23 février 2012	définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
Arrêté	19 août 2011	relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis (application art R 1334-25 du CSP)
Décret	03 juin 2011	n° 2011-629 Relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et son annexe 13-9
Directive	30 novembre 2009	2009/148/CE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail – (JOUE 16/12/2009)
Instruction	8 juin 2009	008298/DEF/SGA/DMPA/SDP/ENV relative à la gestion des déchets contenant de l'amiante
Arrêté	29 mars 2007	Définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état du bâtiment relatif à la présence de termites
Circulaire	14 juin 2006	CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE N° DGS/2006/271 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
Décret	N°2006-474 du 25 avril 2006	Relatif à la lutte contre de saturnisme et modifiant les articles R.1334-1 à R.1334-13 du Code de la santé publique
Décret	N°2003-1254 du 23 décembre 2003	Relatif à la prévention du risque chimique(code du travail)
Instruction	22 mai 1998	générale n° 515/DEF/SGA relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis relevant du Ministère de la Défense,

Décret	24 décembre 1996	n° 96-1133 relatif à l'interdiction de l'amiante à partir du 1 ^{er} janvier 1997, pris en application du code du travail et du code de la consommation
Arrêté	29 juin 1977	relatif à l'interdiction du flocage à base d'amiante dans les locaux d'habitation.
Guide	« travaux Routiers – Risques professionnels »	Investigation préalables aux travaux de rabotage, démolition, recyclage et réutilisation d'enrobés bitumeux pour déterminer l'absence ou la présence d'amiante ou de HAP en forte teneur.
Arrêté	27 juin 2018	portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français.
Arrêté	26 février 2019	relatif aux modalités de gestion du radon dans certains établissements recevant du public et de diffusion de l'information auprès des personnes qui fréquentent ces établissements.
Arrêté	30 juin 2021	relatif aux lieux de travail spécifiques pouvant exposer des travailleurs au radon

4.1.2 DOCUMENT FOURNIS PAR L'ADMINISTRATION

Toutes les données disponibles, notamment les DTA ainsi que les précédents rapports, seront transmises au titulaire. Il sera mis à disposition du titulaire une copie des rapports existants ainsi que les plans des bâtiments dont elle dispose.

Toutefois, le titulaire ne se limitera pas uniquement sur ces supports pour mener ses investigations, mais devra également tenir compte des indices relevés sur le terrain. Dans le cas où les plans sont inexistant, il appartiendra au titulaire de réaliser un croquis des locaux pour le repérage des prélèvements.

4.1.3 QUALIFICATION DE L'INTERVENANT

Le personnel intervenant du titulaire devra justifier d'une certification de compétence à jour et valide pour les domaines dans lesquels il sera amené à intervenir:

- L'attestation de compétence avec mention pour le repérage et la formation en "sous-section IV" dans le domaine de l'amiante pour les prélèvements ;
- L'habilitation B2V-HOV pour les installations électriques ;
- La formation de personne compétente en radioprotection (PCR) pour les appareils de détection du plomb dans les peintures et renfermant une source radioactive ;
- Etre agréé par l'autorité de sûreté nucléaire pour procéder aux mesures d'activité volumique du radon en application de l'article R.1333-36 du code de la santé publique et/ou certifié par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (Cofrac).

Cette liste n'étant pas exhaustive.

4.2 Description des prestations

4.2.1 GÉNÉRALITÉS

La prestation comprendra généralement :

- La visite du bâtiment et/ou des locaux en vue de la réalisation d'un devis ;

- L'analyse des documents existants ;
- La visite du bâtiment et/ou des locaux, des installations, la recherche visuelle, la réalisation de prélèvements éventuels sur les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, du plomb etc. ou des mesures dans des locaux qui doivent faire l'objet d'un diagnostic radon ;
- L'analyse des prélèvements en laboratoire agréé ;
- La rédaction d'un rapport complet avec un plan de repérage ;

Dans le cadre d'une vente immobilière, le titulaire remettra :

- Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP) ;
- L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante
- L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment ;
- L'état de l'installation intérieure de gaz ;
- L'état de l'installation intérieure d'électricité ;
- Le diagnostic de performance énergétique (DPE) ;
- Etat des risques et pollutions (aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués) ;
- La carte du bruit dans les zones de bruit aux environs d'un aérodrome ;
- Le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif par le SPANC ;
- L'information sur la présence d'un risque de mэрule ;
- L'Attestation de surface privative ou loi Carrez.

Pour la réalisation de sa prestation, le titulaire pourra effectuer tous les essais et sondages qu'il juge utiles à l'exécution complète de sa mission. En ce qui concerne l'amiante, le diagnostiqueur devra statuer de manière certaine sur la présence ou non d'amiante, à cet effet, une analyse sera faite systématiquement pour assurer la levée de doute.

En cas de nécessité, des prélèvements destructifs pourront être effectués, ils devront toutefois être les plus discrets possibles et pour ce faire l'opérateur sera tenu de choisir les endroits les plus appropriés.

A l'issue de la phase de prélèvements, le titulaire réalisera des photos qui seront intégrées aux rapports, ces photos devront permettre de situer ultérieurement et sans équivoque l'emplacement de chacun des prélèvements.

Cas particuliers des menuiseries et des toitures terrasses:

a) Menuiseries

Le titulaire réalisera une découpe (tranche) de la traverse basse de la menuiserie de manière à vérifier la présence d'un joint entre l'appui de fenêtre et la traverse basse, une fois le joint éventuellement prélevé, le titulaire remettra le morceau découpé en place et réalisera le collage et étanchéité au mastic en cartouche.

b) Toitures terrasse

A l'issue du prélèvement en toiture terrasse, le titulaire fera réaliser à ses frais la réparation consécutive au prélèvement, cette réparation sera réalisée dans les règles de l'art par une entreprise de couverture.

4.2.2 MÉTHODOLOGIE DE PRÉLÈVEMENTS

Les prélèvements sur des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante sont réalisés suivant les dispositions du Code du Travail. Le matériel de prélèvement est adapté à l'opération à réaliser afin de générer le minimum de dégâts et de poussières. Dans le cas où une émission de poussières est prévisible, le matériau est mouillé à l'eau à l'endroit du prélèvement (sauf risque électrique) et, si nécessaire, une protection est mise en place au sol ; de même, le point de prélèvement est stabilisé après l'opération (pulvérisation de vernis ou de laque, par exemple). Pour chaque prélèvement, des outils propres et des gants à usage unique sont utilisés afin d'éliminer tout risque de contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique. L'échantillon est immédiatement conditionné, après son prélèvement, dans un double emballage individuel étanche

4.2.3 REPÉRAGE DES PRODUITS AMIANTÉS AVANT-VENTE.

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante selon les listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-20 et Art R.1334-21) sur la totalité de la construction.

Conditions du repérage: Ce repérage est limité aux matériaux accessibles sans travaux destructifs.

4.2.4 REPÉRAGE DES PRODUITS AMIANTÉS AVANT TRAVAUX

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante selon les listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-20 et Art R.1334-21) sur la zone concernée par les travaux.

Conditions du repérage: Ce repérage doit prendre en compte toute la zone des travaux en effectuant des travaux destructifs si nécessaire.

4.2.5 REPÉRAGE DES PRODUITS AMIANTÉS AVANT DÉMOLITION

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante selon les listes A, B et C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-20, Art R.1334-21 et Art R.1334-27) sur la totalité du bâtiment ou de l'installation.

Conditions du repérage: Ce repérage doit prendre en compte toute la zone des travaux en effectuant des travaux destructifs si nécessaire.

4.2.6 MESURES DE REPÉRAGE SUR DES BITUMES

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante de la normes NF X 46-102. La recherche des HAP sera également demandée sur ces prélèvements.

Conditions du repérage: Les prélèvements sont réalisés par carottage de la voirie et sont rebouchés à l'aide d'enrobé à froid ou de mortier de ciment par l'intervenant.

4.2.7 CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB AVANT-CESSION, TRAVAUX OU DÉMOLITION

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de plomb selon l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (Art R.1334-12 du code de la santé publique).

Conditions du repérage: Ce repérage est limité aux matériaux accessibles sans travaux destructifs (dérogation possible sous avis du représentant de l'administration).

4.2.8 MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT

Le repérage a pour objectif la détermination de la concentration en fibres d'amiante dans une atmosphère ambiante par microscopie électronique à transmission MET conformément à la norme NFX 43.050.

La prestation comprendra notamment :

- L'élaboration de la stratégie d'échantillonnage ;
- La mise en place des appareils de prélèvements d'atmosphère ;
- La réalisation des prélèvements ;
- Le comptage des fibres d'amiante présentes dans l'échantillon
- La rédaction d'un rapport.

4.2.9 DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE (DPE)

Le DPE sert à évaluer la quantité d'énergie et de gaz à effet de serre consommée ou dégagée par un bâtiment donné dans des conditions d'utilisation normales suivant les Articles L.126-26 à L.126-33 et R.126-15 à R.126-29 Code de la Construction et de l'Habitation.

4.2.10 ÉTAT DE L'INSTALLATION INTÉRIEURE DE GAZ

L'état de l'installation intérieure de gaz vise à informer l'éventuel acquéreur sur l'état de l'installation existante dans un bâtiment, il est réalisé selon le modèle et la méthode de réalisation définis dans les Articles L.134-9 et R.126-37 à R.126-41 du Code de la Construction et de l'Habitation.

4.2.11 ETAT DE L'INSTALLATION INTÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'adéquation des équipements fixes aux caractéristiques du réseau et sur les conditions de leur installation au regard des exigences de sécurité

Il est réalisé suivant les Articles L. 134-7, R. 126-35 et R.126-36 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité.

4.2.12 ETUDE THERMIQUE AVEC ATTESTATION PERMIS RE2020 ET TEST D'INFILTROMÉTRIE

L'étude permet de vérifier que la construction répond aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performances énergétiques imposées par la RE 2020 et le test permet de contrôler la performance de l'étanchéité d'un bâtiment vis-à-vis de la réglementation RE 2020.

Cette prestation est exclue des projets de construction dont les accords-cadres de travaux comportent déjà ce type de prestation.

NB: Cette prestation ne pourra pas être réalisée par le prestataire de l'étude thermique.

Cette prestation permet d'obtenir deux attestations :

- Attestation de respect de la RE2020 au dépôt du permis de construire. Elle assure du respect des seuils pour les indicateurs Bbio et degré heure. Elle justifie du respect des seuils Icénergie et Iconstruction ; de l'accès à l'éclairage naturel et aux exigences sur les systèmes de ventilation ;

- Attestation de respect de la RE2020 à l'achèvement des travaux. Elle atteste du respect de l'ensemble des indicateurs relatifs aux exigences de résultat de la RE2020 (caractéristiques thermiques du bâtiment ; perméabilité à l'air et système de ventilation pour les bâtiments résidentiels ; et contrôle de cohérence de 10 données environnementales utilisées dans l'analyse de cycle de vie du bâtiment).

4.2.13 DIAGNOSTIC IMMOBILIER DANS LE CADRE D'UNE CESSION

Les diagnostics à remettre lors d'une vente immobilière sont réglementés par les articles L. 271-4 et suivants du code de la construction et de l'habitation relatifs au dossier de diagnostic technique et l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965 relatif à l'attestation de surface privative.

4.2.14 CONSTAT DE L'ÉTAT PARASITAIRE

Le constat a pour objet de décrire l'état parasitaire relatifs à la présence de termites, d'autres insectes xylophages ou de champignons lignivores dans un immeuble ou un ouvrage conformément aux normes NFP 03-200 et NFP 03-201.

Conditions du repérage : Ce repérage est limité aux matériaux accessibles sans travaux destructifs (dérogation possible sous avis du représentant de l'administration).

4.3 DÉLAIS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

Suite à la demande de l'administration à T0 (demande de devis), généralement par messagerie, le titulaire doit :

- Réaliser la visite du bâtiment et/ou des locaux pour établir un devis et le remettre à l'USID dans les 10 jours ouvrés suivant cette demande ;
- Réaliser la visite du bâtiment et/ou des locaux, des installations et réaliser les prélèvements ou mesurer sur les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, du plomb etc. dans les 5 jours ouvrés suivant la date de signature du bon de commande ;
- Fournir les analyses "brutes" du laboratoire agréé 7 jours ouvrés(1) après les prélèvements ;
- Fournir le rapport complet avec un plan de repérage et les photographies 15 jours ouvrés après le prélèvement sur site.

En cas de demande urgente (ligne AM110 du BPU), les délais sont les suivants à compter du T0:

- 3 jours ouvrés pour réaliser la visite à compter de la signature du bon de commande,
- 5 jours ouvrés pour fournir le rapport complet (laboratoire, plan de repérage et reportage photo).

4.4 RAPPORTS ET CONSTATS

Le rapport de repérage devra être fourni sur format PDF limité à une taille de 3 Mo. Le format du rapport devra être validé par le représentant du pouvoir adjudicateur avant toute diffusion. Son contenu devra faire apparaître clairement une conclusion répertoriant tous les prélèvements positifs ainsi que tous les résultats négatifs.

¹ Ce délai est ramené à 2 jours ouvrés dans le cas de réalisation de mesures d'empoussièrement.

Dans le cas des diagnostics avec prélèvements, l'opérateur devra présenter son rapport de la façon suivante :

- Une page d'entête avec nom et n° d'attestation de compétence de l'opérateur ;
- Une photographie du bâtiment concerné et l'identification G2D 2 de ce dernier ;
- Le numéro de l'ordre d'intervention (OI) fourni par le service demandeur ;
- Les conclusions, respectant le format réglementaire avec la liste de tous les matériaux identifiés à risque (plomb/amiante/parasite) avec leur localisation, les préconisations spécifiques. Ainsi que la liste des matériaux ne contenant pas de risques après analyse, etc ;
- Le rappel du but et de l'objet de la mission avec rappel réglementaire, de l'identité des intervenants, des conditions de réalisation de la mission, etc ;
- Le résultat détaillé du repérage avec photo, localisation, descriptif du matériau prélevé, N° de prélèvement
- Un plan de repérage réalisé sur la base des plans communiqués par l'administration ou de plans réalisés par le titulaire ;
- La copie des procès-verbaux d'analyse fournis par les laboratoires.

Dans le cas du diagnostic immobilier pour cession, l'opérateur devra présenter son rapport de la façon suivante :

- Une page d'entête avec nom et n° d'attestation de compétence de l'opérateur ;
- Une photographie du bâtiment concerné et l'identification G2D3 de ce dernier ;
- L'objet de la mission avec rappels des réglementations, de l'identité des intervenants, des conditions de réalisation de la mission, etc ;
- L'ensemble des pièces demandées et identifiées au paragraphe 3.12 et résultats des diagnostics ;
- La copie des procès-verbaux d'analyse fournis par les laboratoires.

Le format du rapport devra être validé par le représentant du pouvoir adjudicateur avant toute diffusion.

4.5 MODE DE MONTAGE DES PRIX

Pour l'ensembles des prestations, les lignes suivantes du BPU devront être activées :

- Participation à l'élaboration d'un plan de prévention ;
- Une ou deux indemnités de déplacement selon le besoin (une pour produire le devis et une pour réaliser l'opération). Une indemnité de déplacement comprend les trajets aller et retour ;
- Un ou plusieurs prélèvement/test/analyse/recherche selon le besoin ;
- Un rapport/constat/livable selon le type de prestation réalisée.

Pour certaines opérations, il faudra également ajouter les prestations suivantes :

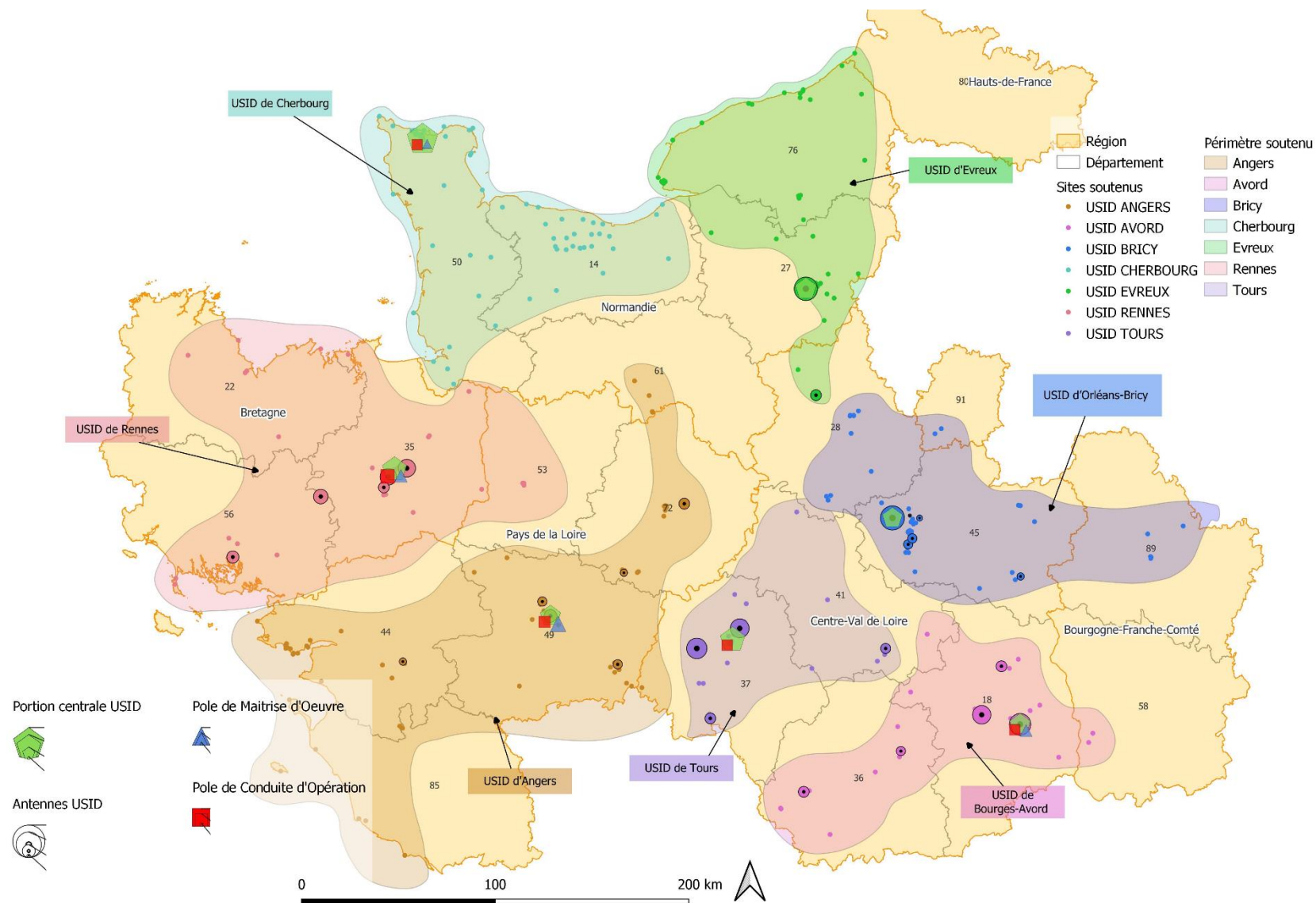
2 La liste des identifications G2D sera transmise au titulaire après la notification du marché.

3 La liste des identifications G2D sera transmise au titulaire après la notification du marché.

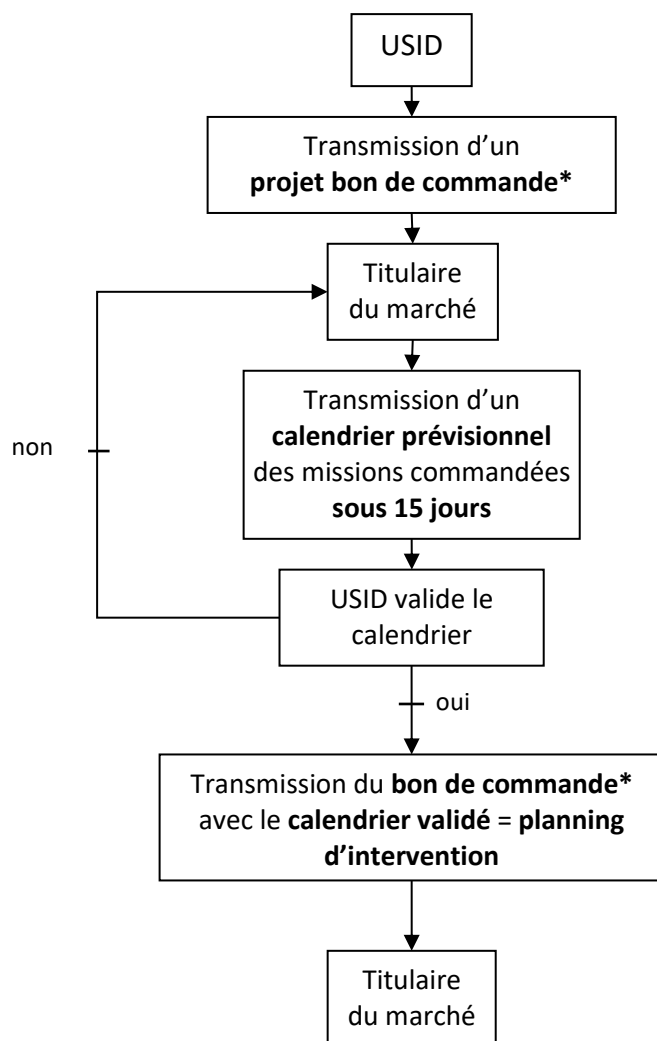
- Réparations de revêtement de toiture terrasse ;
- Amenée et repli d'atelier de carottage
- La ligne du BPU correspondant à la mise à disposition d'un opérateur sera uniquement utilisée si besoin de mettre en œuvre une nacelle.

Les frais de déplacements incluent, le temps de route, les repas et les frais kilométriques, quel que soit le nombre de techniciens depuis le site de l'USID jusqu'aux lieux d'analyse.

ANNEXE 1 : Répartition du périmètre soutenu par le SID Nord-Ouest



ANNEXE 2 : DTA - Planification des missions



Réunions d'information : déroulement et dates visites (USID, titulaire du marché, unités)

Réalisation des visites par le titulaire du marché

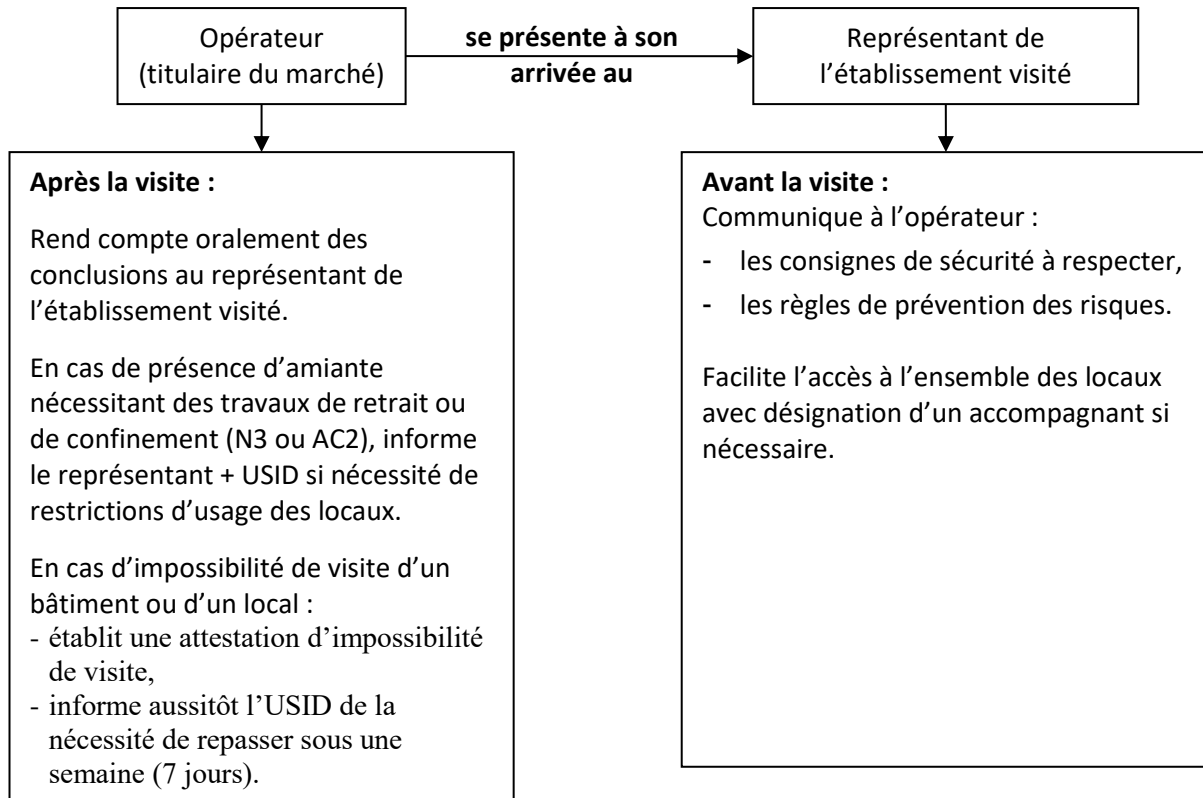
Remise du rapport définitif de la mission au plus tard 4 semaines après la visite

USID communique au titulaire du marché :

- les noms et coordonnées du représentant de l'établissement visité,
- la documentation nécessaire à la réalisation de la mission (précédents rapports, informations techniques liées au bâti...).

* adressé en recommandé avec accusé de réception

ANNEXE 3 : DTA - Déroulement de la visite in situ



ANNEXE 4 : DTA - Attestation d'impossibilité de visite

TYPE DE MISSION : Repérage, Mesure d'empoussièrement, évaluation périodique

USID : COMMUNE :	Immeuble / site : Composant / Bâtiment :
---------------------	---------------------------------------------

Nom de l'opérateur :

Date de la visite :	Conforme à la prévision Oui - non
---------------------	----------------------------------------------------

Nom de l'accompagnant	<u>Observation :</u>
N° de tél :	

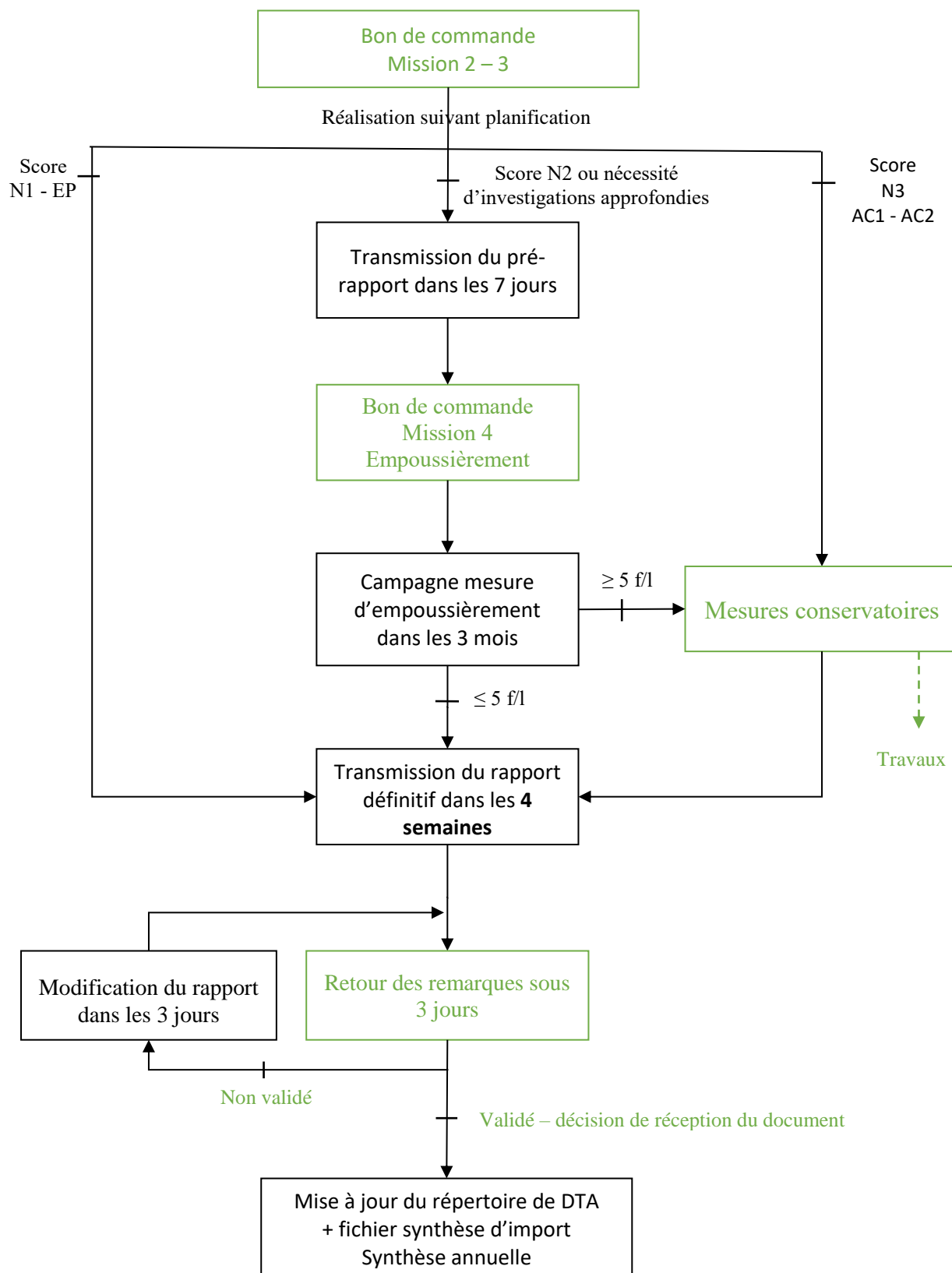
CAUSE DE L'IMPOSSIBILITE DE VISITE :

SIGNALEMENT D'INCIDENTS :

Date et signature du correspondant infrastructure de l'unité :	Date et signature de l'opérateur :
---------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------

Date de réception par le représentant de la personne publique :

ANNEXE 5 : DTA - Remise des rapports définitifs de mission



Actions représentant de la personne publique

ANNEXE 6 : DTA - Fiche d'accompagnement des prélèvements d'échantillons de matériaux

Référence à la norme NF X 46-020

N° dossier ou commande :

Identifiant du repérage :

Opérateur du repérage :

Nom et adresse du demandeur de l'analyse :

Nom et adresse de l'auteur du (des) prélèvement (s) :

Type de mission de repérage :

Nombre total des échantillons livrés :

N° échantillon <div>4</div>	localisation <div>5</div>	Type de produit ou matériau prélevé <div>6</div>	Aspect	Si matériau ou produit multicouche			Date prélèvement	Date envoi
				Nbre couches	Définition matériaux (texture, couleur)	Description par couche		
Matériaux et produits liste A								
Matériaux et produits liste B								
Matériaux et produits liste C								
Autres matériaux et produits								

⁴ Code alpha-numérique , le numéro correspondant à celui porté de façon indélébile sur le contenant de l'échantillon

⁵ Plan ou croquis de localisation à produire + photo

⁶ Le type de matériaux devra correspondre aux composants listés à l'annexe A de la norme NF X 46-020

ANNEXE 7 : DTA - Fiche de prélèvement d'air pour la mesure du niveau d'empoussièrement de l'atmosphère

Chaque fiche comportera au minimum les indications suivantes (joindre tout croquis, plan, permettant de situer avec précision les prélèvements).

Description de la stratégie d'échantillonnage :

Visite des lieux et études de poste préalable à l'élaboration de la stratégie de prélèvement : oui/non

Date de la visite :

Nom de la personne ayant effectué la visite :

Compétence de la personne : attestation de compétence : oui/non

Prélèvements :

Nom et adresse de l'organisme:

Accréditation organisme :

Adresse lieu de prélèvement (chantier, bâtiment) :

Présence du préleveur pendant la durée du prélèvement : oui/non Plage de présence :

Nom de la personne ayant procédé aux mesures : Compétence:

Processus concerné (le cas échéant) ;

Nom de l'opérateur sur lequel ont été réalisées les mesures (le cas échéant);

Informations sur chaque prélèvement :

N° d'échantillon ¹	Date et horaires	Références des filtres utilisés	Durée totale prélèvement	Débit pompe				Volume moyen total prélevé (m³)
				Initial	Final	Moyen	variation	

¹ Le numéro correspondant à celui porté de façon indélébile sur le contenant d'échantillon.